



**SI RIEN NE CHANGE
PRÈS DE 70 MILLIONS D'ENFANTS RISQUENT DE MOURIR AVANT LEUR
CINQUIÈME ANNIVERSAIRE D'ICI 2030
PLUS DE 60 MILLIONS D'ENFANTS EN AGE D'ALLER A L'ÉCOLE
NE SERONT PAS SCOLARISÉS D'ICI À 2030 ¹**

Les Nations Unies ont adopté un programme de développement en septembre 2015. Ce programme comprend 17 «Objectifs de Développement Durable» (ODD). Ils sont un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et permettre à tous les êtres humains de vivre dans la paix et la prospérité.

Adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre 1989, la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) est le traité international le plus largement ratifié de l'Histoire. Juridiquement contraignante, la CIDE demande aux États qui l'ont adoptée de tout mettre en œuvre afin d'assurer les prestations nécessaires à l'effectivité des droits de l'enfant (éducation, santé, ...), d'assurer la protection des enfants, ainsi que leur participation aux décisions qui les concernent.

Dans le Monde, presque 30 ans après la ratification de cette convention, ces droits ne sont toujours pas respectés, bien qu'étant un enjeu majeur comme l'ont rappelé l'Unicef en 2016 et l'Union Européenne en 2017. Les droits de l'enfant sont encore trop mal compris et ne sont en général pas prioritaires sur le plan politique ou budgétaire.

**Les droits de l'enfant, un levier puissant vers l'égalité,
le développement durable et la paix**

Pourtant, une attention constante et soutenue aux enfants et au respect de leurs droits constitue un levier puissant pour amorcer un cercle vertueux vers l'égalité, l'atteinte des objectifs de développement durable et la paix. Investir dans l'enfance, c'est investir dans un avenir meilleur. De plus l'investissement dans la concrétisation des droits de l'enfant est reconnu comme efficace, efficient et permettant un retour social sur investissement élevé². C'est pourquoi, dans l'intérêt des enfants et des sociétés dans lesquelles ils vivent et vivront, il importe de les sensibiliser à leurs droits, mais aussi d'informer, de convaincre chaque débiteur d'obligation (État, famille, collectivité, entreprise, ONG...) de l'importance de mieux s'approprier les droits de l'enfant sur les plans politiques. Le Groupe Enfance de la Coordination Humanitaire et Développement (CHD) réunit depuis 2014 des ONG partageant cette conviction.

Le groupe Enfance considère qu'en réalisant les droits des enfants, les objectifs de développement durable seront atteints plus efficacement et plus durablement.

¹ UNICEF, *La situation des enfants dans le monde, l'égalité des chances pour chaque enfant*, 2016
² Conseil des droits de l'Homme, *Vers un meilleur investissement dans les droits de l'enfant*, 2014
 Commission européenne, *Investir dans l'enfance pour briser le cercle vicieux de l'inégalité*, 2013

OBJECTIF ENFANCE

Impliquées au quotidien dans l'enfance, plusieurs ONG (organisations non gouvernementales) françaises membres de la Coopération Humanitaire et Développement (CHD), ont décidé de mutualiser leurs efforts pour le respect des droits de l'enfant dans la coopération internationale. Elles ont créé le Groupe Enfance pour encourager les décideurs et institutions à leur donner une place prégnante dans leurs politiques d'aide au développement et améliorer leurs pratiques. L'exposition Objectif Enfance est l'une des concrétisations de l'engagement commun de ces ONG.

L'exposition Objectif Enfance a pour but d'interpeller le grand public et les décideurs sur la nécessité de respecter les droits de l'enfant dès aujourd'hui, sans quoi les ODD ne pourront pas être atteints. Elle permet plusieurs lectures : découvrir les droits de l'enfant bien sûr, les ODD, leurs synergies, mais aussi les actions concrètes portées par les associations en ce sens. Par cette exposition, les ONG du Groupe Enfance recommandent aux États et à toutes les parties prenantes impliquées dans le programme de développement durable d'accorder une attention constante aux enfants et à leurs droits, en priorité dans les pays nécessitant une aide au développement ou humanitaire, tout en conservant à l'esprit les progrès à accomplir dans les pays dits développés.

Unique en son genre, «Objectif Enfance» s'est tenue en 2016 sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris et en 2017 à l'OCDE dans le cadre de la journée internationale des droits de l'enfant.



Clowns Sans Frontières est une association humanitaire et artistique qui intervient à travers le monde pour apporter, par le spectacle vivant et les clowns, un soutien moral et émotionnel à des enfants victimes de crises humanitaires ou en situation de marginalisation.

www.clowns-sans-frontieres-france.org



Fondée en 1997, l'association ECPAT France a pour objet de lutter, en France et à l'international, contre l'exploitation sexuelle des enfants, à savoir : la prostitution, l'exploitation sexuelle dans les voyages ou en ligne, le mariage forcé et précoce des enfants et la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

www.ecpat-france.fr



Fondée en 1990, Un Enfant par la Main est une Association de solidarité internationale, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance et membre du réseau ChildFund Alliance.

Sa mission est de permettre aux enfants défavorisés de devenir des adultes autonomes et responsables grâce à une approche pragmatique, globale et pérenne du développement, centrée sur l'éducation.

L'Association mène avec ses partenaires sur le terrain, des programmes de développement dans 20 pays en Afrique, aux Amériques et en Asie, et est directement opérationnelle à Haïti et à Madagascar. Un Enfant par la Main mène ses activités dans les domaines de l'éducation, la santé, la nutrition, l'accès à l'eau, ainsi que le développement économique et agricole.

www.enfants-sans-frontieres.org



Fondée il y a plus de 80 ans, Plan International est l'une des plus grandes organisations de développement dans le monde. Nous intervenons dans 52 pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine pour un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité filles-garçons. Pour leur permettre de devenir des adultes libres, des programmes de développement sont conduits grâce aux dons de particuliers, parrainages d'enfants, mécénats d'entreprises et subventions publiques.

www.plan-international.fr



Fondé en 1991, le Secours Islamique France est une Organisation Non Gouvernementale, agissant dans les domaines de l'urgence humanitaire et de l'aide au développement. En France, le SIF lutte contre l'exclusion et la précarité. A l'international, le SIF agit pour améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la sécurité alimentaire, et agit en faveur des droits des enfants.

www.secours-islamique.org



Fondation catholique reconnue d'utilité publique, acteur engagé de la prévention et de la protection de l'enfance, Apprentis d'Auteuil développe en France et à l'international des programmes d'accueil, d'éducation, de formation et d'insertion pour redonner aux jeunes et aux familles fragilisés ce qui leur manque le plus : la confiance. Apprentis d'Auteuil accompagne près de 31000 jeunes et familles dans près de 230 établissements. Ces jeunes lui sont confiés par leur famille ou par l'Aide sociale à l'enfance. La fondation dispense 85 formations professionnelles dans 17 filières. A l'international, Apprentis d'Auteuil a choisi d'agir en partenariat. La fondation mène des actions dans plus de 54 pays aux côtés de ses 195 partenaires locaux. Chaque année, 22 000 jeunes et familles dans le monde bénéficient de ces programmes.

www.apprentis-auteuil.org



Guidée par l'esprit de la Convention internationale des droits de l'enfant, SOS Villages d'Enfants a pour mission de permettre à chaque enfant d'avoir une vie de famille. Depuis 60 ans, SOS Villages d'Enfants accueille, en France et dans le monde, des frères et sœurs sans soutien parental dans un village d'enfants SOS ou en renforçant la famille à l'aide de programmes de prévention de l'abandon. A travers sa fédération internationale, l'action de SOS Villages d'Enfants bénéficie à plus d'un million et demi de bénéficiaires.

www.sosve.org



Créée par sœur Emmanuelle en 1980, Asmae poursuit son action dans le respect des valeurs de confiance, partage et de réciprocité héritées de sa fondatrice. Indépendante et laïque, Asmae est présente dans 8 pays sur 3 continents et permet à plus de 45 000 bénéficiaires de « vivre debout » par l'accès à la protection et à l'éducation. Parce que nous sommes convaincus que les solutions viennent des populations elles-mêmes, Asmae agit sur le mode du partenariat en travaillant main dans la main avec les acteurs locaux.

www.asmae.fr

Vision du Monde

1^{ère} ONG de parrainage d'enfants au monde, fondée en 1950, Vision du Monde est une organisation de solidarité internationale chrétienne qui aide chaque année plus de 100 millions de personnes dans 97 pays.

A travers ses programmes de développement, d'urgence et de plaidoyer, elle lutte contre les causes profondes de la pauvreté et de l'injustice, en privilégiant les transferts de compétences et l'autonomisation des familles. Son objectif : permettre à chaque enfant de vivre pleinement sa vie, de grandir dans des conditions plus sûres, plus saines et pleines d'espoir.

www.visiondumonde.fr



Fondée en 1994 et aujourd'hui présidée par le Docteur Eric Cheysson, La Chaîne de l'Espoir intervient dans une trentaine de pays. Elle est devenue au fil des ans un réseau d'excellence et d'expertises médicochirurgicales, un acteur de santé engagé dans des actions pérennes visant à donner accès aux soins et à l'éducation aux enfants les plus pauvres, à leurs familles et leurs communautés à travers le monde.

www.chainedelespoir.org



Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. Nous agissons en France et dans plus de 20 pays. Le respect des droits de l'enfant ici et là-bas est au cœur de nos priorités que ce soit dans nos programmes, dans nos actions d'éducation à la citoyenneté ou dans nos actions de plaidoyer.

www.solidarite-laique.org



Partout à travers le monde, des enfants sont incarcérés et se retrouvent dans des situations de grande vulnérabilité. Considérant que chaque enfant, quel que soit son passé, doit être traité dans le respect de sa dignité humaine et doit pouvoir devenir acteur de sa vie et de la société, Grandir Dignement agit en faveur des enfants en conflit avec la loi. L'association œuvre simultanément en France, à Madagascar et au Niger. Sa stratégie poursuit trois objectifs complémentaires :

- protéger les enfants détenus et les accompagner dans leur réinsertion ;
- promouvoir les alternatives à la détention et les dispositifs post-carcéraux ;
- appuyer les institutions et mener un plaidoyer en faveur d'une amélioration du traitement et de la perception des enfants en conflit avec la loi.

www.grandirdignement.org



Planète Enfants & Développement (PE&D) est une association loi 1901 de solidarité internationale créée en 1984, apolitique et non confessionnelle qui se consacre aux enfants vulnérables pour leur offrir les conditions nécessaires à leur bien-être et à leur épanouissement. Nous travaillons dans 4 pays, dans des contextes et avec des populations que nous connaissons bien : au Cambodge, au Népal, au Vietnam et au Burkina Faso. Nos projets s'insèrent dans 5 thématiques prioritaires : le développement de la Petite Enfance (0 à 6 ans), l'accompagnement des familles déracinées en milieu urbain, la protection des enfants et des femmes contre les violences, la santé maternelle et du jeune enfant et l'insertion socioprofessionnelle.

www.planete-eed.org

PARTENAIRES DES ÉDITIONS 2016 ET 2017 DE L'EXPOSITION OBJECTIF ENFANCE



ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ

“L’enfant a le droit à un niveau de vie suffisant pour permettre son développement physique, mental, spirituel, moral et social.”

(article 27 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l’enfant



© SOS Villages d'Enfants

AUJOURD'HUI

26% des enfants du monde vivent sous le seuil de pauvreté⁽¹⁾

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Éradiquer l'extrême pauvreté dans le monde
- Réduire de moitié la pauvreté

(1) Source : Unicef et division population de l'ONU, 2015.

SOS VILLAGES D'ENFANTS AGIT POUR ÉRADIQUER LA PAUVRETÉ

“J'étais passionné par la mécanique mais faute de moyens, j'ai dû quitter l'école. SOS Villages d'Enfants m'a permis de faire une formation et m'a soutenu. J'ai réalisé mon rêve, je suis mécanicien et j'ai mon propre atelier !”

Témoignage d'Adama, 22 ans, Mali



© SOS Villages d'Enfants

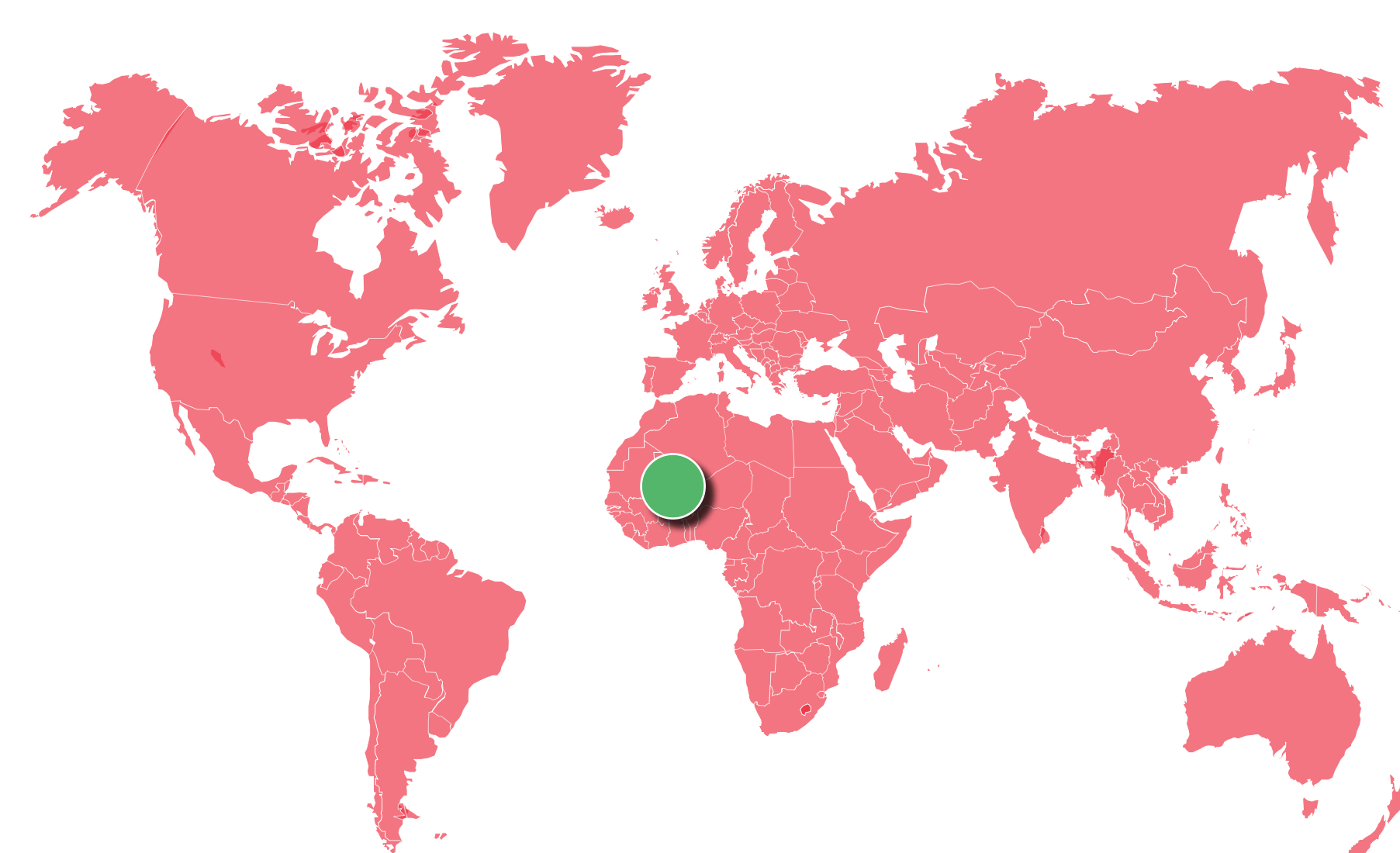
Prévention de l'abandon et renforcement de la famille

PAYS : MALI

Dans de nombreux pays frappés par la pauvreté, les catastrophes naturelles ou les conflits, trop de familles en sont réduites à abandonner leurs enfants. Afin de protéger ces enfants des dangers de la rue et de l'exclusion, et leur permettre de grandir dans leur propre famille, SOS Villages d'Enfants a développé des Programmes de Renforcement de la Famille. Les enfants et les adolescents en sont les bénéficiaires directs : aide alimentaire et matérielle, accès aux soins médicaux, scolarisation et formation. Les parents sont accompagnés dans une démarche d'insertion sociale et économique : information sur l'hygiène, la nutrition, la santé, réhabilitation de l'habitat, soutien psychologique, alphabétisation et formation, aide juridique, recherche d'emploi ou création d'activités génératrices de revenus... L'objectif est l'accès à l'autonomie des familles afin qu'elles puissent prendre en charge leurs enfants.

Au Mali :

Près de 3 300 bénéficiaires des Programmes de Renforcement de la Famille de SOS Villages d'Enfants.



© SOS Villages d'Enfants

1€ investi dans un programme SOS Villages d'Enfants = 6 € d'impact social.

Source : Etude SOS Villages d'Enfants International, réalisée par le Boston Consulting Group et The Research Base, juin 2015.



Guidée par l'esprit de la Convention internationale des droits de l'enfant, SOS Villages d'Enfants a pour mission de permettre à chaque enfant d'avoir une vie de famille. Depuis 60 ans, SOS Villages d'Enfants accueille, en France et dans le monde, des frères et sœurs sans soutien parental dans un village d'enfants SOS ou en renforçant la famille à l'aide de programmes de prévention de l'abandon. A travers sa fédération internationale, l'action de SOS Villages d'Enfants bénéficie à plus d'un million et demi de bénéficiaires. www.sosve.org

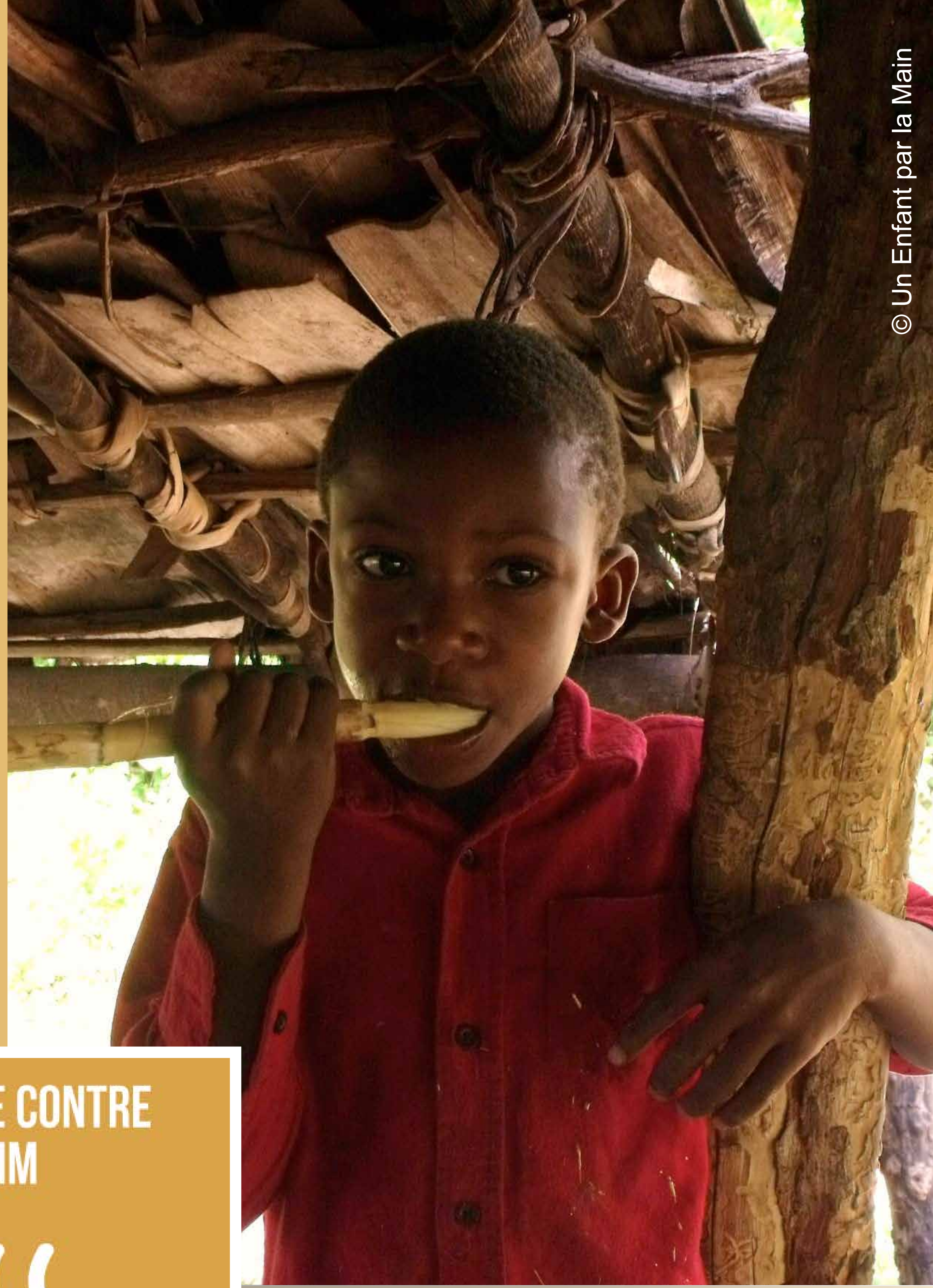


ÉLIMINER LA FAIM AVEC UNE AGRICULTURE DURABLE

“Tous les enfants ont le droit de jouir du meilleur état de santé possible et d’avoir une nourriture suffisante et équilibrée.”

(article 24 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l’enfant



© Un Enfant par la Main

AUJOURD’HUI

La malnutrition est la cause de près de la moitié des décès d’enfants de moins de 5 ans soit 3,1 millions d’enfants chaque année (1)

OBJECTIFS POUR 2030 :

- **Éliminer la faim** et faire en sorte que chacun ait accès tout au long de l’année à une alimentation saine, nutritive et suffisante
- **Doubler la productivité agricole** et les revenus des petits producteurs
- **Assurer la viabilité** des systèmes de production alimentaire et mettre en œuvre des pratiques agricoles résilientes

(1) Source : Nations Unies

UN ENFANT PAR LA MAIN AGIT POUR ÉLIMINER LA FAIM

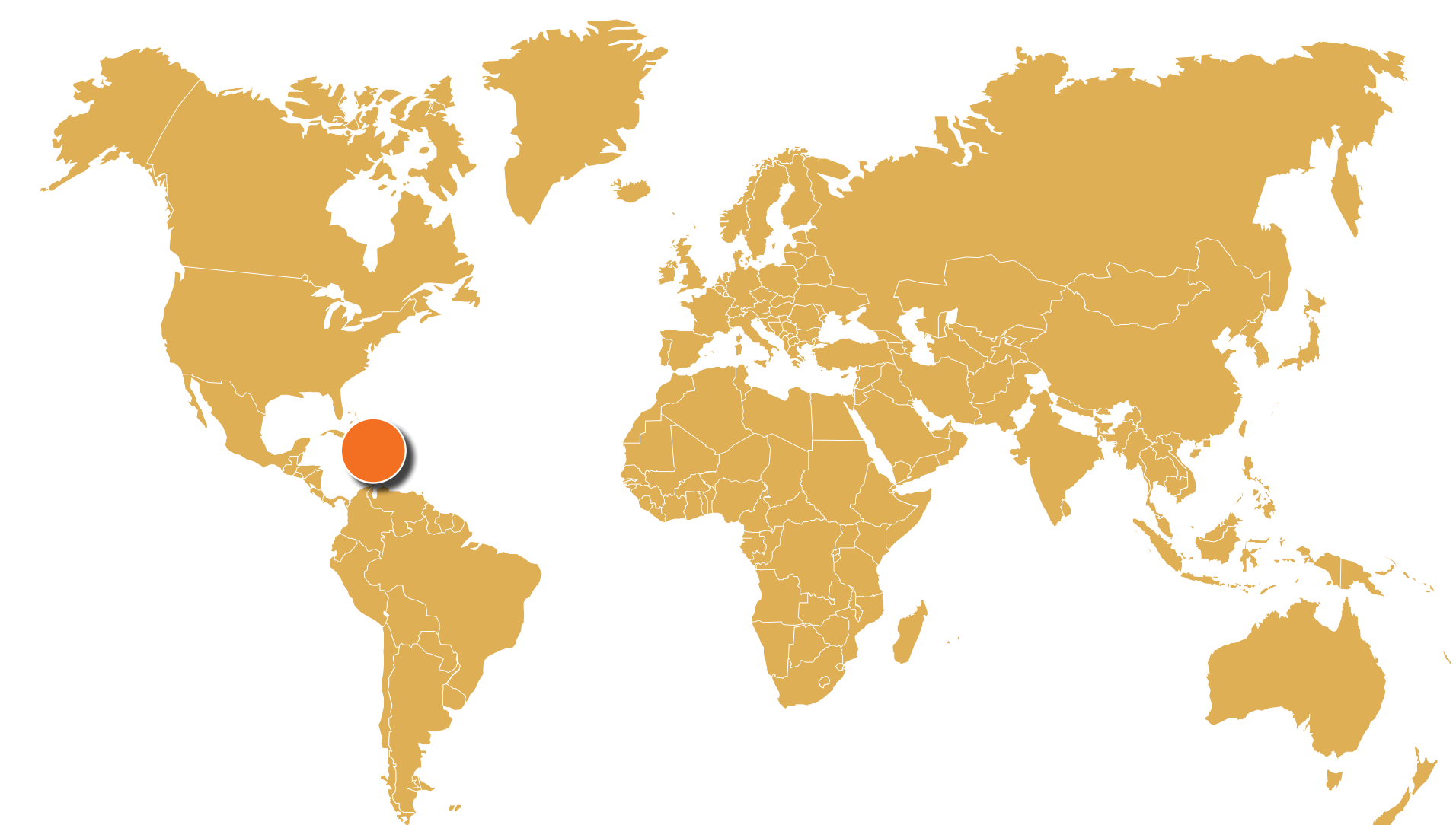
“ Je suis Cloril Gary j’habite à Gros Morne, j’ai 6 enfants et une femme. Je constate que depuis deux ans, la situation alimentaire et nutritionnelle s’aggrave dans toute ma commune. Cette année encore, nous n’avons pas de récolte, même la production de nos mangues diminue. Je n’ai pas les moyens pour acheter des produits de qualité, et se nourrir reste difficile. Je fais en sorte de sauver ma famille de la faim mais pas de la malnutrition. ”



© Un Enfant par la Main

Témoignage de Cloril, bénéficiaire d’un programme de Un Enfant par la Main

Améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations



PAYS : HAÏTI

Dans la zone montagneuse de Gros Morne, les faibles rendements agricoles dus à de nombreuses contraintes (cyclones, sécheresses, difficultés d’accès à l’eau) sont une cause majeure des taux de sous-nutrition élevés dans la région.

Pour promouvoir l’agriculture durable et lutter contre la faim dans cette zone, Un Enfant par la Main et le GRET mènent en partenariat un projet cofinancé par l’Union Européenne qui vise à améliorer la sécurité alimentaire, nutritionnelle et la résilience des populations.

La diversification des productions agricoles, les constructions d’ouvrages d’accès à l’eau, les séances de sensibilisation à la nutrition et à l’hygiène et l’appui à la production locale d’un aliment de complément au lait maternel bénéficient à près de 8750 personnes.



© Un Enfant par la Main

GRET Le présent projet est mené en partenariat avec le GRET et l’AOG (Association des Originaires de Grande Plaine)

Le présent projet est financé par l’Union européenne. Le contenu de la présente publication relève de la seule responsabilité des partenaires et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant l’avis de l’Union européenne.



Fondée en 1990, Un Enfant par la Main est une Association de solidarité internationale, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance et membre du réseau ChildFund Alliance.

Sa mission est de permettre aux enfants défavorisés de devenir des adultes autonomes et responsables grâce à une approche pragmatique, globale et pérenne du développement, centrée sur l’éducation. L’Association mène avec ses partenaires sur le terrain, des programmes de développement dans 20 pays en Afrique, aux Amériques et en Asie, et est directement opérationnelle à Haïti et à Madagascar. Un Enfant par la Main mène ses activités dans les domaines de l’éducation, la santé, la nutrition, l’accès à l’eau, ainsi que le développement économique et agricole.



PROMOUVOIR LA BONNE SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE POUR TOUS

“Tous les enfants ont le droit de s'épanouir à l'abri de la violence et de jouer, d'avoir des loisirs, des activités sportives, culturelles et artistiques pour vivre pleinement leur enfance.”

(Articles 3, 22 et 31 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Nord-Pas-de-Calais / Gilles Porte

AUJOURD'HUI

51% des réfugiés dans le monde sont des enfants⁽¹⁾

OBJECTIFS POUR 2030 :

■ Les situations de crise, notamment les conflits, **mettent en danger la vie et la santé physique et mentale de millions d'enfants**. La prise en charge psychosociale devient donc fondamentale pour vaincre les traumatismes de la guerre et contribuer au développement personnel de l'enfant.

(1) Source : Haut Commissariat des Réfugiés

CLOWNS SANS FRONTIÈRES AGIT POUR LE BIEN-ÊTRE DES ENFANTS

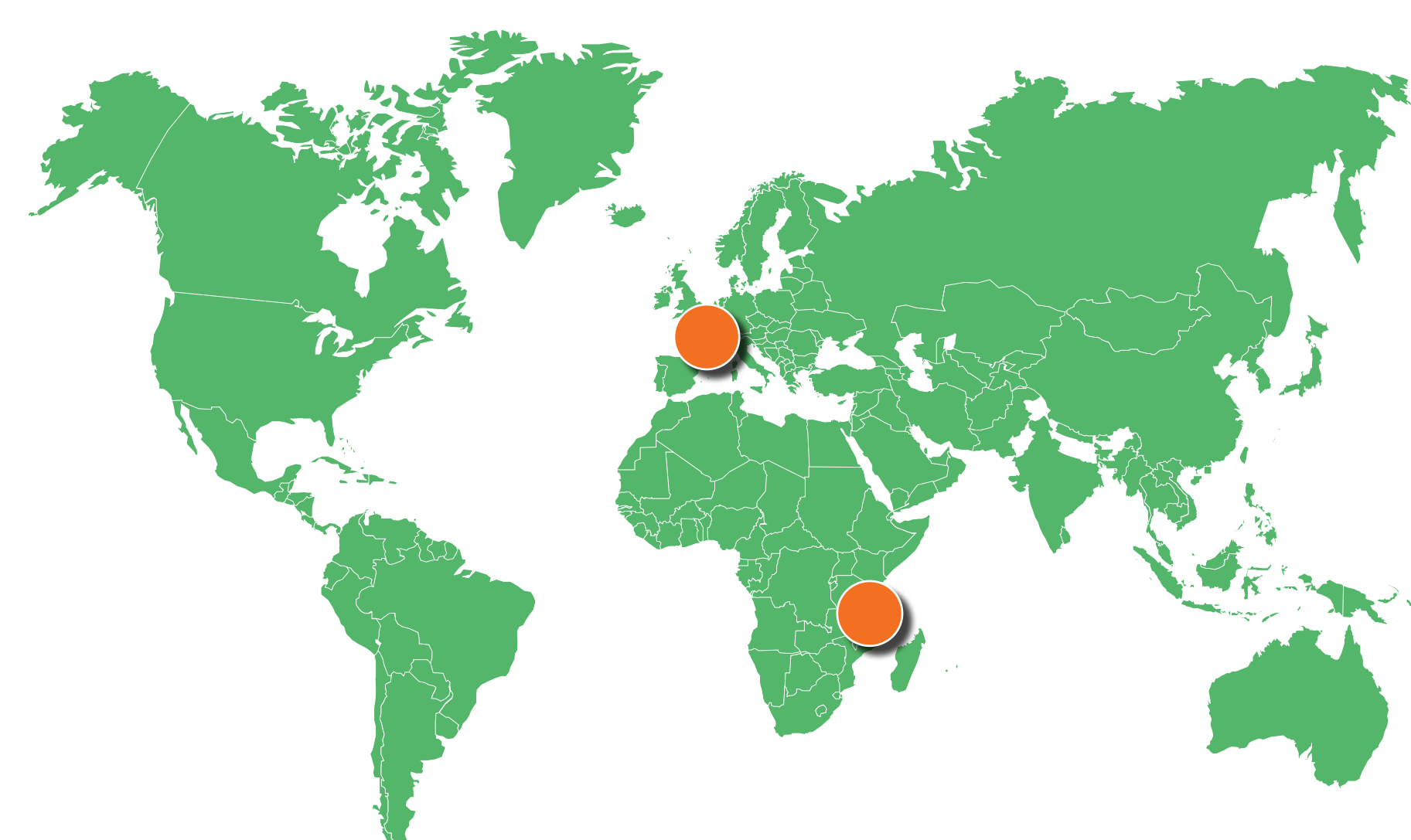
“ Le camp de Tatinghem, à 40 kilomètres du camp de migrants de Calais, se situe dans un fossé, le long d'un chemin de campagne. Généralement quand on arrive, on trouve des visages froncés, fermés pour ne pas dire hostiles tant ils sont fatigués... Ce vendredi 19 juin 2015, il est 13h quand nous arrivons à l'orée du chemin. Alors nous jouons, dansons, rions, nous embrassons, fraternisons... nous tous ensemble, français, afghans, syriens, hommes, femmes, enfants. Alors, nous repartons heureux d'avoir pu fendre, le temps de notre présence, ce mur de désespoir collé sur ces visages. Cette fois ci en tous cas...”



© Nord-Pas-de-Calais / Rémi David

Témoignage de Patrick - Artiste et bénévole Clowns Sans Frontières dans le Nord-Pas-de-Calais

Des spectacles de cirque et de clowns pour accompagner



PAYS : TANZANIE ET FRANCE

La culture, l'art et le jeu, tiennent une place nécessaire dans le développement de l'enfant. Dans un contexte de conflit ou de catastrophe naturelle, une première aide d'urgence physique est nécessaire à la survie des enfants mais des traumatismes psychologiques peuvent également altérer son développement (difficultés d'élocution, enfermement sur soi, etc.).

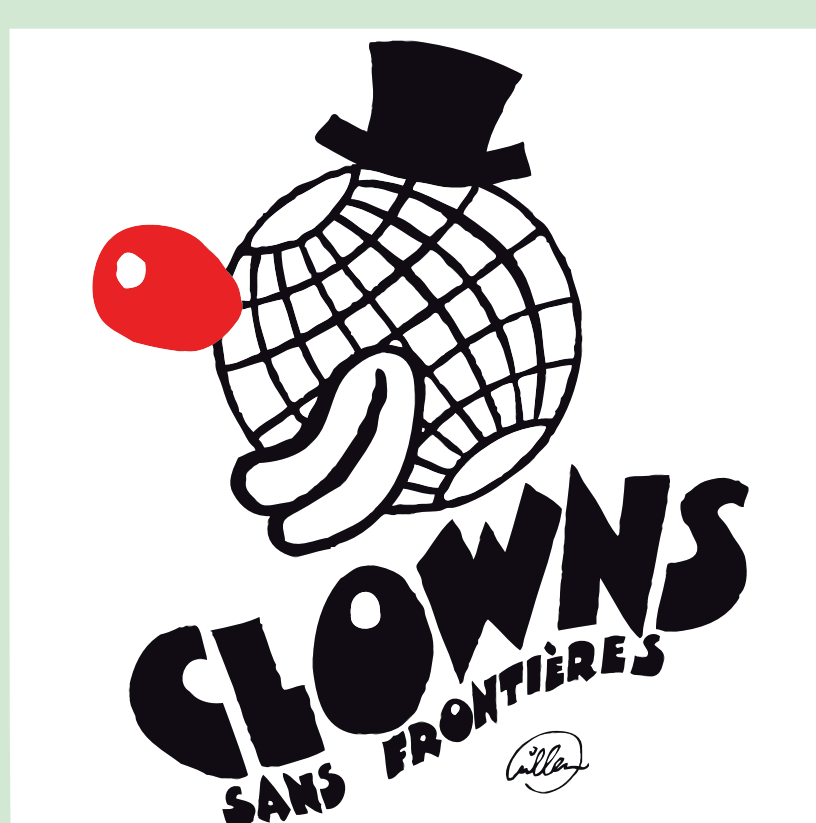
Clowns Sans Frontières envoie chaque année plus de 60 artistes professionnels à travers le monde pour jouer des spectacles en faveur des enfants affectés par des crises humanitaires. Ils permettent d'aider les enfants à exprimer leurs sentiments, à laisser l'imaginaire et l'émerveillement se redéployer... En somme, se sentir à nouveau un enfant pour devenir ensuite des adultes épanouis.

➔ **EN TANZANIE** : 7 artistes bénévoles ont donné 16 spectacles de cirque pour les 20 000 enfants burundais réfugiés du camp, en partenariat avec Plan International.

➔ **EN FRANCE** : Clowns Sans Frontières envoie tous les mois des artistes jouer pour les enfants vivant dans les jungles de Calais, Dunkerque et d'autres sites du Nord Pas de Calais. 2400 personnes dont 500 enfants bénéficient de ces activités.



© Tanzanie - Christophe Raynaud de Lage



Clowns Sans Frontières est une association humanitaire et artistique qui intervient à travers le monde pour apporter, par le spectacle vivant et les clowns, un soutien moral et émotionnel à des enfants victimes de crises humanitaires ou en situation de marginalisation.

www.clowns-sans-frontieres-france.org

PROMOUVOIR LE BIEN ÊTRE DE TOUS À TOUT ÂGE

“Tous les enfants ont le droit de bénéficier d’une protection et des soins nécessaires à leur bien-être. (Article 3 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l’enfant



© Alex Rodrigo

AUJOURD’HUI

250 millions d’enfants vivent aujourd’hui dans des zones affectées par les conflits.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge

L’ACTION DU SECOURS ISLAMIQUE FRANCE POUR PROTÉGER LES RÉFUGIÉS

“ Quand j’étais en Syrie, j’adorais dessiner. Maintenant la période des vacances arrive et nous n’allons pas les célébrer chez nous. J’ai dessiné notre jardin que nous avons à la maison et je souhaite que la guerre se termine. ”



Témoignage de Lin Alsaman, Macédoine, juillet 2016

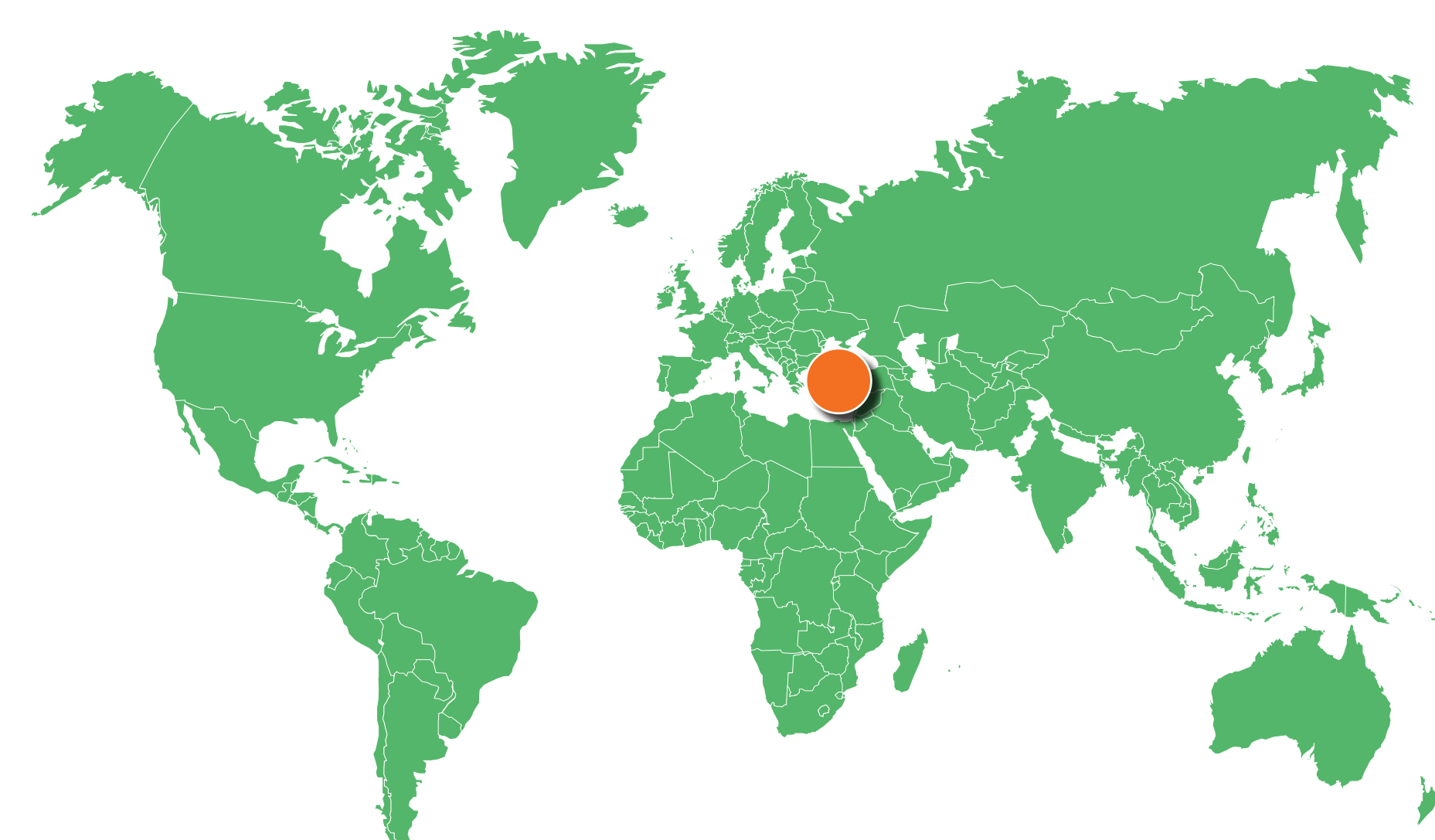
© Secours Islamique Français

Projets de soutien psycho-social

PAYS : MACÉDOINE ET GRÈCE

Lors de conflits les enfants subissent de graves traumatismes. Le SIF développe des projets de soutien psycho-social afin de les aider à retrouver leur bien-être et favoriser leur développement.

Le SIF répond aux besoins de populations réfugiées qui ont fui la guerre en Syrie, en Irak ou en Afghanistan. Le SIF les aide à retrouver un sentiment de sécurité, de normalité et de stabilité. A travers des activités sportives et récréatives (projections de films, initiation à la photo, accès à des médiathèques numériques...) et la création d’espaces conçus pour eux, les enfants réapprennent à interagir, à gérer leurs traumatismes et les expériences de violence qu’ils ont pu vivre, étape essentielle pour qu’ils puissent se reconstruire et envisager leur avenir. Plus de 2000 enfants ont ainsi été accompagnés à travers ces actions.



© Alex Rodrigo

Atelier d’initiation à la photographie - camp de Malakasa - Grèce, 2016



Fondé en 1991, le Secours Islamique France est une Organisation Non Gouvernementale, agissant dans les domaines de l’urgence humanitaire et de l’aide au développement. En France, le SIF lutte contre l’exclusion et la précarité. A l’international, le SIF agit pour améliorer l’accès à l’eau, l’assainissement et l’hygiène, la sécurité alimentaire, et agit en faveur des droits des enfants.

www.secours-islamique.org



ASSURER UNE ÉDUCATION INCLUSIVE ET ÉQUITABLE DE QUALITÉ

“Chaque enfant a le droit à une éducation publique, gratuite et de qualité afin de s'épanouir et se développer.”
(Articles 28 et 29 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Solidarité Laïque

Jeune écolière de la commune de Del Delmas, Haïti.

AUJOURD'HUI

58 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans n'ont pas accès à l'éducation dans le monde⁽¹⁾

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Tous les enfants, filles et garçons, doivent pouvoir avoir accès à une éducation gratuite et de qualité aux niveaux primaire et secondaire et acquérir les connaissances et compétences nécessaires à l'exercice d'une citoyenneté mondiale active en faveur de la promotion du développement durable, des droits de l'homme et d'une culture de paix.
- Veiller à ce que tous les jeunes et les adultes, hommes et femmes, sachent lire, écrire et compter.

(1) Source : UNESCO

SOLIDARITÉ LAÏQUE AGIT EN FAVEUR D'UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

“ En partenariat avec Solidarité Laïque, j'ai eu la chance d'obtenir mon Bafa puis mon Bafd. Une chose qui était totalement inconnue pour moi il y a encore peu et qui me sert réellement dans mon travail d'animateur avec les enfants. En effet, en côtoyant d'autres méthodes éducatives où l'enfant est l'acteur principal de son éducation et non pas l'éducateur comme ce qui se passe ici en Haïti, j'ai changé moi-même ma manière d'agir avec les enfants du foyer. Avant je les surveillais, maintenant je les accompagne dans leur propre développement et je leur laisse donner leur avis. Mon implication dans tous les projets de Solidarité Laïque m'a fait ouvrir les yeux sur ce que je souhaitais réellement devenir : animateur pour jeunes. ”



© Amicale laïque de Couëron Les Francas

Témoignage de Evens Appolon, Responsable du foyer Educatif de Roseaux - Haïti

Programme Collectif pour le Développement de l'Éducation et du Dialogue Social en Haïti



PAYS : HAÏTI

Suite au tremblement de terre de 2010 qui a touché sévèrement Port au Prince, Solidarité Laïque en lien étroit avec plusieurs partenaires français et haïtiens mène de nombreuses actions sur l'ensemble du territoire haïtien. L'objectif est de contribuer à la mise en place d'un dialogue constructif entre la société civile haïtienne et les pouvoirs publics haïtiens afin de favoriser une éducation de qualité, dans une logique de développement territorial durable.

Au sein de ce programme, Solidarité Laïque soutient notamment le foyer éducatif de Roseaux (département de la Grand'Anse). Le foyer offre à une cinquantaine d'enfants un cadre éducatif de qualité (centre de loisirs, bibliothèque, système de chlorification de l'eau, poulailler, jardin potager, suivi sanitaire, cantine etc) où ils peuvent se développer. Des activités périscolaires sportives et socio-culturelles sont également régulièrement assurées par une équipe d'animateurs formés par le réseau des Français.

Ces actions s'inscrivent dans une logique de réciprocité. Aussi, des actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité en France sont menées pour sensibiliser aux enjeux de l'éducation en Haïti et plus largement dans le Monde et contribuer ainsi au développement d'une citoyenneté mondiale.



© Amicale laïque de Couëron - Les Francas

Centre de loisirs mis en place au foyer de Roseaux



ÉDUQUÉES
AUJOURD'HUI,
PLUS LIBRES
DEMAIN

Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. Nous agissons en France et dans plus de 20 pays. Le respect des droits de l'enfant ici et là-bas est au cœur de nos priorités que ce soit dans nos programmes, dans nos actions d'éducation à la citoyenneté ou dans nos actions de plaidoyer.

www.solidarite-laique.org



GARANTIR L'ACCÈS À UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

« Tous les enfants ont le droit à l'éducation en veillant à ce que la discipline scolaire soit appliquée d'une manière compatible avec la dignité de l'enfant »
(Article 28, 29 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Catherine Leblanc / Godong

AUJOURD'HUI

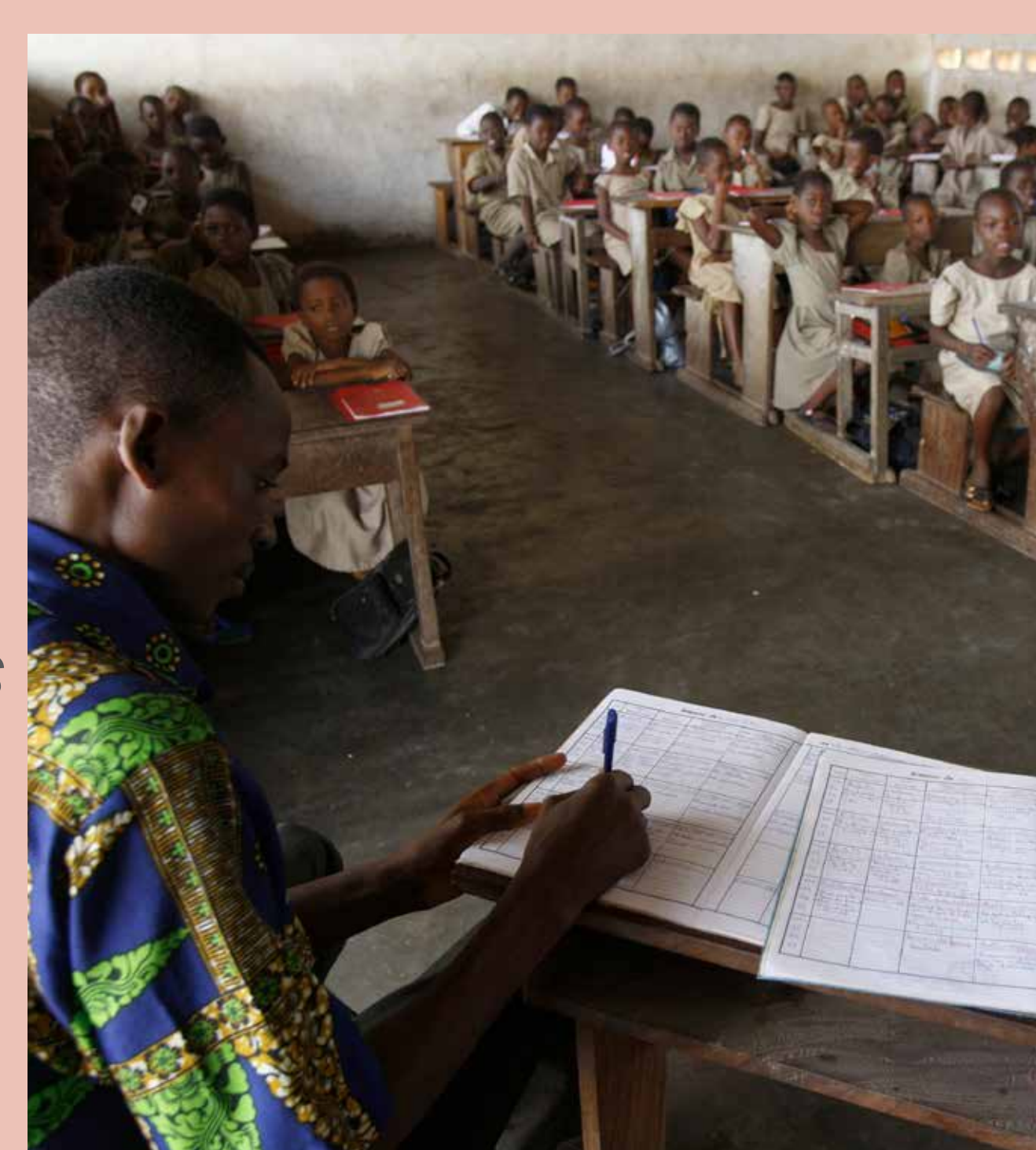
58 millions d'enfants âgés de 6 à 11 ans n'ont pas accès à l'éducation dans le monde⁽¹⁾

OBJECTIFS POUR 2030 :

■ Que tous les élèves acquièrent les connaissances et compétences nécessaires pour promouvoir le développement durable, notamment par l'éducation en faveur du développement et de modes de vie durables, des droits de l'homme, de l'égalité des sexes, de la promotion d'une culture de paix et de non-violence (...)

LA CHAÎNE DE L'ESPOIR AGIT EN FAVEUR D'UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ

« J'ai toujours utilisé le bâton. Le bâton, c'était mon héritage, et on n'allait pas me l'enlever ! Comment vous dire ? Cette formation, c'est... j'ai compris. J'ai vu que je devais changer, mais aussi, on m'a donné les outils pour le faire. Je vois les enfants différemment. Je comprends comment ils fonctionnent, mais aussi comment moi je devrais fonctionner avec eux. »



© Pascal Deloche / Godong

Témoignage d'un instituteur bénéficiaire de la formation non-violence

(1) Source : UNESCO

Formation et sensibilisation pour un cadre d'apprentissage exempt de violence



PAYS : TOGO

En milieu scolaire, les élèves souffrent de plusieurs formes de violence. Ils subissent des humiliations, des châtiments corporels et parfois des abus sexuels. Cette violence, qu'elle vienne des élèves ou des enseignants, a un impact direct sur le bien-être et les capacités d'apprentissage des enfants scolarisés, provoquant échecs et abandons scolaires.

Pour lutter contre ce fléau et fournir un cadre d'apprentissage qui soit sûr, exempt de violence, La Chaîne de l'Espoir s'est associée à la campagne lancée par le Ministère de l'Education togolais. L'association a développé à Lomé un programme de formation et de sensibilisation au bénéfice de la communauté scolaire, incluant des outils de travail et pédagogique destinés aux professeurs pour bien accomplir leur mission sans recourir aux châtiments corporels, mais aussi aux élèves sur le savoir-être et savoir-vivre en communauté. Cette action a permis une prise de conscience collective et induit un début de changement de comportements et attitudes des bénéficiaires. Ils sont ainsi devenus eux-mêmes acteurs de la sensibilisation sur la non-violence en intégrant cette notion dans leurs pratiques quotidiennes.



© Pascal Deloche / Godong



Fondée en 1994 et aujourd'hui présidée par le Docteur Eric Cheysson, la Chaîne de l'Espoir intervient dans une trentaine de pays. Elle est devenue au fil des ans un réseau d'excellence et d'expertises médicochirurgicales, un acteur de santé engagé dans des actions pérennes visant à donner accès aux soins et à l'éducation aux enfants les plus pauvres, à leurs familles et leurs communautés à travers le monde

www.chainedelespoir.org



PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES

“Tous les enfants doivent être protégés contre toutes les formes de violence.”
(Article 19 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



Une fille sur le chemin de l'école en Sierra Leone

© Plan International

CHAQUE ANNÉE

60 millions de filles sont sexuellement abusées à l'école ou sur le chemin de l'école.

OBJECTIFS POUR 2030 :

■ Éliminer de la vie publique et de la vie privée toutes les formes de violence faites aux femmes et aux filles, y compris la traite et l'exploitation sexuelle et d'autres types d'exploitation.

PLAN INTERNATIONAL AGIT CONTRE LE MARIAGE PRÉCOCE ET FORCÉ

“ J'ai eu une formation sur les violences faites aux filles à l'école et c'est là que je me suis rendue compte que moi-même j'étais une victime. ”

Témoignage de Mây, Vietnam, jeune fille bénéficiaire du projet



© Plan International

Lutte contre les violences de genre en milieu scolaire à Hanoï

PAYS : VIETNAM

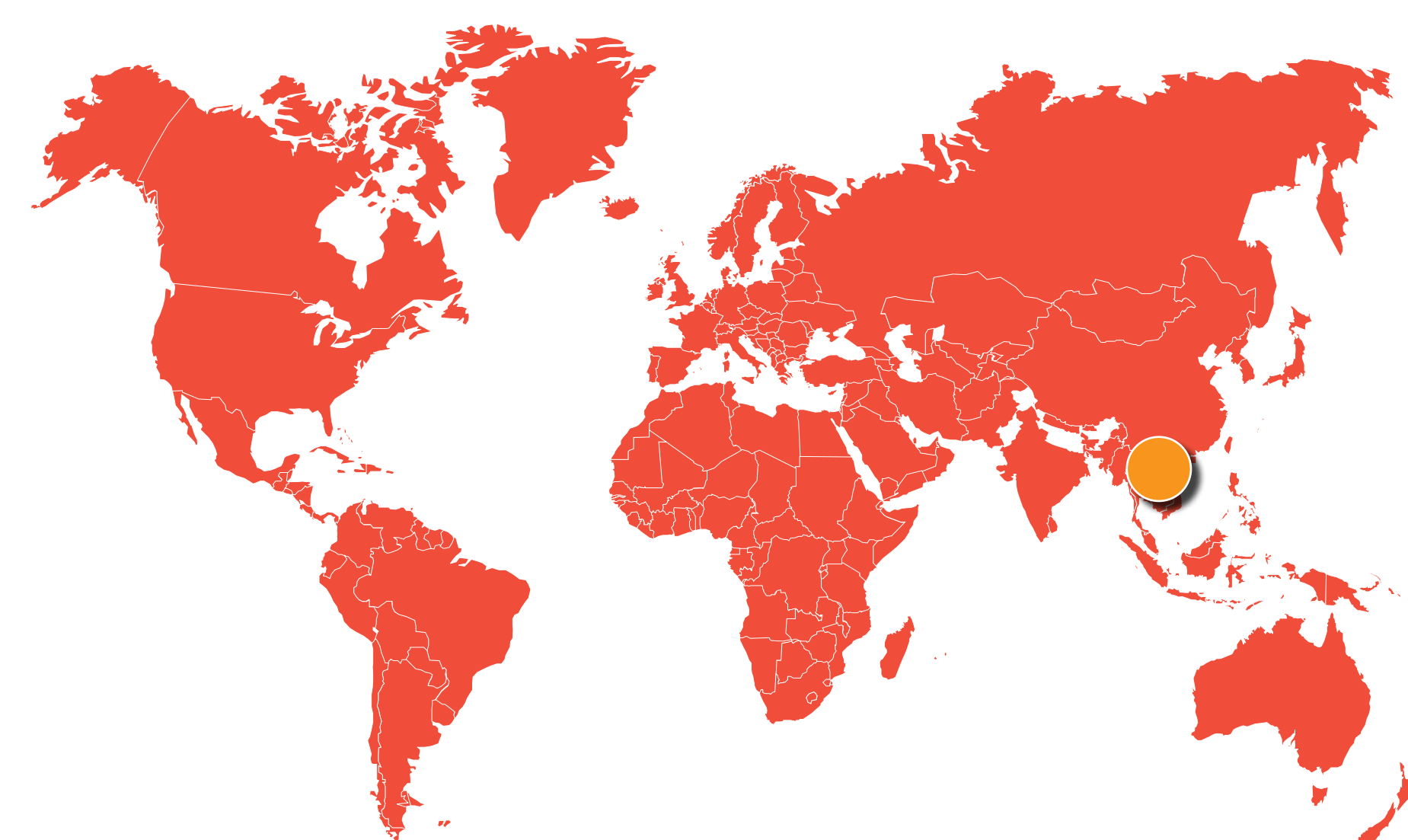
Au Vietnam, les violences contre les filles et les femmes sont très répandues. 58 % des femmes ont subi au moins une forme de violence au cours de leur vie, parmi lesquelles les violences en milieu scolaire.

Pour lutter contre ces violences, des enseignant.e.s sont formé.e.s sur les problèmes de violence à l'école et sur les méthodes de discipline alternative. Des conseiller.ère.s scolaires sont mis à disposition des élèves pour qu'ils-elles soient conseillé.e.s. et aidé.e.s. lorsque cela est nécessaire.

Des parents, des associations de parents d'élèves et des journalistes sont sensibilisés sur la violence à l'école. Des clubs d'élèves sont créés afin de promouvoir l'éducation par les pairs et les changements de comportements parmi les élèves.

Un plaidoyer est mené auprès du Département de l'Education et de la Formation d'Hanoï sur les bénéfices de ce projet.

30 000 filles et garçons de 11 à 18 ans scolarisé.e.s. dans les 20 écoles du projet et **8 000 000 habitant.e.s** sensibilisé.e.s. aux violences de genre à l'école à Hanoï.



© Plan International



Avec et pour les enfants

Fondée il y a plus de 80 ans, Plan International est l'une des plus grandes organisations de développement dans le monde. Nous intervenons dans 52 pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine pour un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité filles-garçons. Pour leur permettre de devenir des adultes libres, des programmes de développement sont conduits grâce aux dons de particuliers, parrainages d'enfants, mécénats d'entreprises et subventions publiques. www.plan-international.fr



PARVENIR À L'ÉGALITÉ DES SEXES

“Tous les enfants doivent être protégés contre toutes les formes de violence.”
(Article 19 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Plan International / Lieve Blancquart

Ashok applique du sindoor sur les cheveux de Punam pour la désigner comme épouse en Inde

AUJOURD'HUI

- 15 millions de filles de moins de 18 ans sont mariées chaque année.
- Dans les pays en développement, 1 fille sur 3 est mariée avant ses 18 ans.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Éliminer toutes les pratiques préjudiciables, telles que le mariage des enfants, le mariage précoce ou forcé et les mutilations génitales féminines.

PLAN INTERNATIONAL AGIT CONTRE LE MARIAGE PRÉCOCE ET FORCÉ

“ Mes parents ne me l'ont même pas annoncé. Si je finis ma scolarité, j'aimerais devenir juge. ”

Témoignage de Mariama, 13 ans, Niger, qui a échappé au mariage grâce à un processus de médiation familiale et l'interdiction prononcée par le juge.



© Plan International

Projet de lutte contre le mariage des enfants à Dosso

PAYS : NIGER

Le Niger est le pays où le taux de mariage d'enfants est le plus élevé du monde, soit 74,5 %. Plan International intervient pour sensibiliser les communautés, les acteurs de l'éducation et du système juridique sur les conséquences du mariage précoce et forcé sur les jeunes filles et sur leurs droits.

Le projet bénéficie à 576 019 filles de moins de 18 ans de la région de Dosso ainsi qu'à leurs communautés.

Des acteurs de l'éducation sur les droits des filles et le mariage précoce et forcé sont formés. Des groupements de femmes sont sensibilisés aux risques et conséquences liés au mariage d'enfants. Des responsables religieux et traditionnels sont sensibilisés sur le droit formel et religieux et sur la violence contre les filles et le mariage précoce.



© Plan International



Fondée il y a plus de 80 ans, Plan International est l'une des plus grandes organisations de développement dans le monde. Nous intervenons dans 52 pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine pour un monde juste qui fait progresser les droits des enfants et l'égalité filles-garçons. Pour leur permettre de devenir des adultes libres, des programmes de développement sont conduits grâce aux dons de particuliers, parrainages d'enfants, mécénats d'entreprises et subventions publiques. www.plan-international.fr



GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

“Tous les enfants doivent être protégés contre la maladie et la malnutrition grâce notamment à la fourniture d'eau potable.”
(Articles 24, 28 et 29 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Secours Islamique Français

AUJOURD'HUI

L'eau insalubre et le manque d'assainissement dans le monde provoquent des maladies diarrhéiques qui tuent plus de 1000 enfants de moins de 5 ans par jour⁽¹⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable.
- Assurer l'accès de tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats.

(1) Source : Coalition eau

LE SECOURS ISLAMIQUE FRANCE AGIT POUR GARANTIR L'ACCÈS A L'EAU

“ Avec de l'eau et des latrines dans le collège et surtout l'internat, nous pouvons désormais nous concentrer uniquement sur nos études sans penser aux allers-retours que l'on doit effectuer chaque jour pour apporter de l'eau du puits et sans penser à comment et où se cacher à l'extérieur du collège pour faire nos besoins. Nous pouvons faire du sport et prendre notre douche après, laver nos vêtements sans attendre deux ou trois mois pour rentrer chez nous et les laver. L'eau nous a apporté un réconfort, une certaine liberté. ”



Témoignage de Mohamed, 16 ans, élève interne au collège Imam Al Ghazali, Tagirite

© Secours Islamique Français

Amélioration des conditions scolaires en milieu rural

PAYS : MAROC

Le Secours Islamique France a amélioré les conditions de scolarisation au Maroc, dans la province rurale de Midelt. Il a permis l'accès à l'eau potable et la construction de latrines dans 19 écoles primaires et collèges. Le Maroc s'est engagé dans l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales du pays, mais de nombreuses écoles présentent encore d'importants déficits en termes d'infrastructures. Cette situation impacte fortement les conditions scolaires et, in fine, l'accès à l'éducation.

Le SIF a mené des actions de sensibilisation à l'hygiène et aux bonnes pratiques en termes de protection de l'environnement, de gestion de la ressource en eau et de l'assainissement.

Plus de 2300 élèves ont pu bénéficier de ce projet. L'accès à l'eau et l'assainissement dans les écoles, en plus d'améliorer l'environnement sanitaire et l'hygiène des enfants, permet d'assurer une éducation pour tous en limitant les abandons scolaires.



© Secours Islamique Français



Fondé en 1991, le Secours Islamique France est une Organisation Non Gouvernementale, agissant dans les domaines de l'urgence humanitaire et de l'aide au développement. En France, le SIF lutte contre l'exclusion et la précarité. A l'international, le SIF agit pour améliorer l'accès à l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la sécurité alimentaire, et agit en faveur des droits des enfants.

www.secours-islamique.org



GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU ET À L'ASSAINISSEMENT

“Tous les enfants doivent être protégés contre la maladie et la malnutrition grâce notamment à la fourniture d'eau potable.”
(Articles 24, 28 et 29 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Vision du Monde

AUJOURD'HUI

2,1 milliards de personnes, soit 30 % de la population mondiale, n'ont pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable⁽¹⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Assurer l'accès universel et équitable à l'eau potable, à un coût abordable
- Assurer l'accès à tous, dans des conditions équitables, à des services d'assainissement et d'hygiène adéquats.

(1) Source : Rapport du Programme commun OMS/UNICEF 2017

VISION DU MONDE AGIT POUR GARANTIR L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET RENFORCER LES PRATIQUES D'HYGIÈNE.

“ Nous, les femmes, étions très fatiguées car nous devons nous lever tôt pour aller au seul puits du village qui se tarissait vite. Nous manquions de temps et d'eau pour nous occuper de l'hygiène de nos enfants. Aujourd'hui, notre vie a changé : nous avons de l'eau potable grâce à l'installation d'une borne fontaine. Fini les longues files d'attente autour du seul puits, les querelles et la souffrance des femmes ! Nous avons plus de temps pour nous occuper de nos enfants et de nous-mêmes. ”



© Vision du Monde

Témoignage d'Astou Seck, Présidente du Comité de Gestion de l'eau, Village Sine Madamel

Améliorer l'accès à l'eau potable et les pratiques d'hygiène



PAYS : SÉNÉGAL

Au Sénégal, l'accès à l'eau potable en zone rurale est très limité. Les enfants sont les premiers touchés par le manque d'eau. Cela impacte leur santé en particulier leur état nutritionnel.

Depuis 2003, dans la région de Kaffrine, Vision du Monde France installe des points d'accès à l'eau potable et instaure des Comités de salubrité gérés directement par les villageois. Ils y mènent des actions pour améliorer les conditions d'hygiène et sensibiliser petits et grands à cette question.

Depuis le début du programme de Mabo en 2004, 86 bornes fontaines ont été installées et 9 comités de salubrité créés, bénéficiant ainsi à plus de 28 000 personnes dont plus de 12 000 enfants.



© Vision du Monde

Vision du Monde

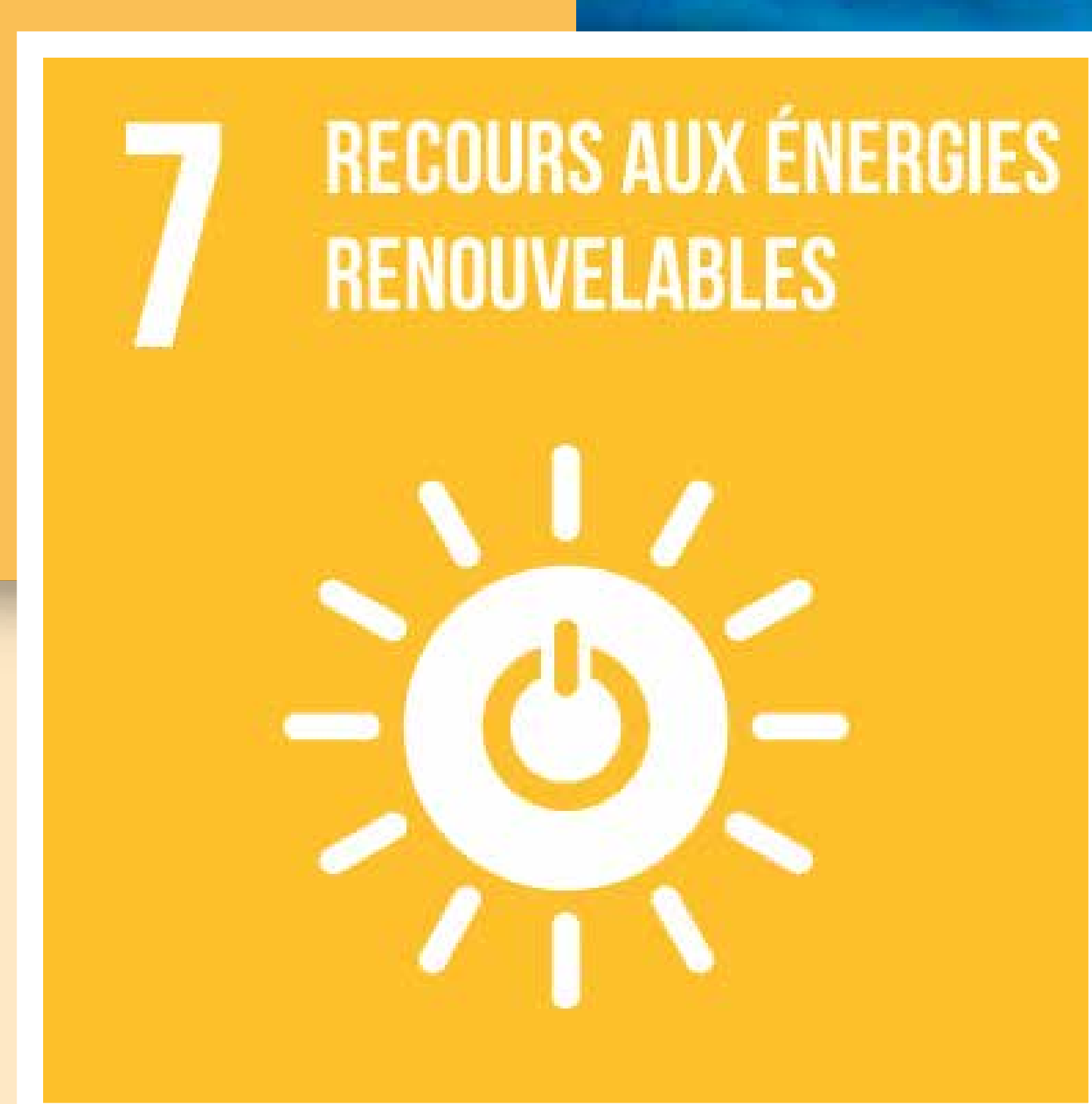
1^{ère} ONG de parrainage d'enfants au monde, fondée en 1950, Vision du Monde est une organisation de solidarité internationale chrétienne qui aide chaque année plus de 100 millions de personnes dans 97 pays. A travers ses programmes de développement, d'urgence et de plaidoyer, elle lutte contre les causes profondes de la pauvreté et de l'injustice, en privilégiant les transferts de compétences et l'autonomisation des familles. Son objectif : permettre à chaque enfant de vivre pleinement sa vie, de grandir dans des conditions plus sûres, plus saines et pleines d'espoir.

www.visiondumonde.fr

GARANTIR L'ACCÈS DE TOUS À DES SERVICES ÉNERGÉTIQUES FIABLES

“Tout enfant a le droit à la protection et aux soins nécessaires à son bien être.”
(Article 3 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© SOS Villages d'Enfants

AUJOURD'HUI

1 personne sur 5 dans le monde n'a pas accès à l'électricité (1).

OBJECTIFS POUR 2030 :

- **Garantir l'accès de tous** à des services énergétiques fiables et modernes, à un coût abordable.
- **Accroître** nettement la part de l'énergie renouvelable dans le bouquet énergétique mondial.

(1) Source : Nations Unies

SOS VILLAGES D'ENFANTS AGIT EN FAVEUR DE L'ACCÈS A L'ÉNERGIE

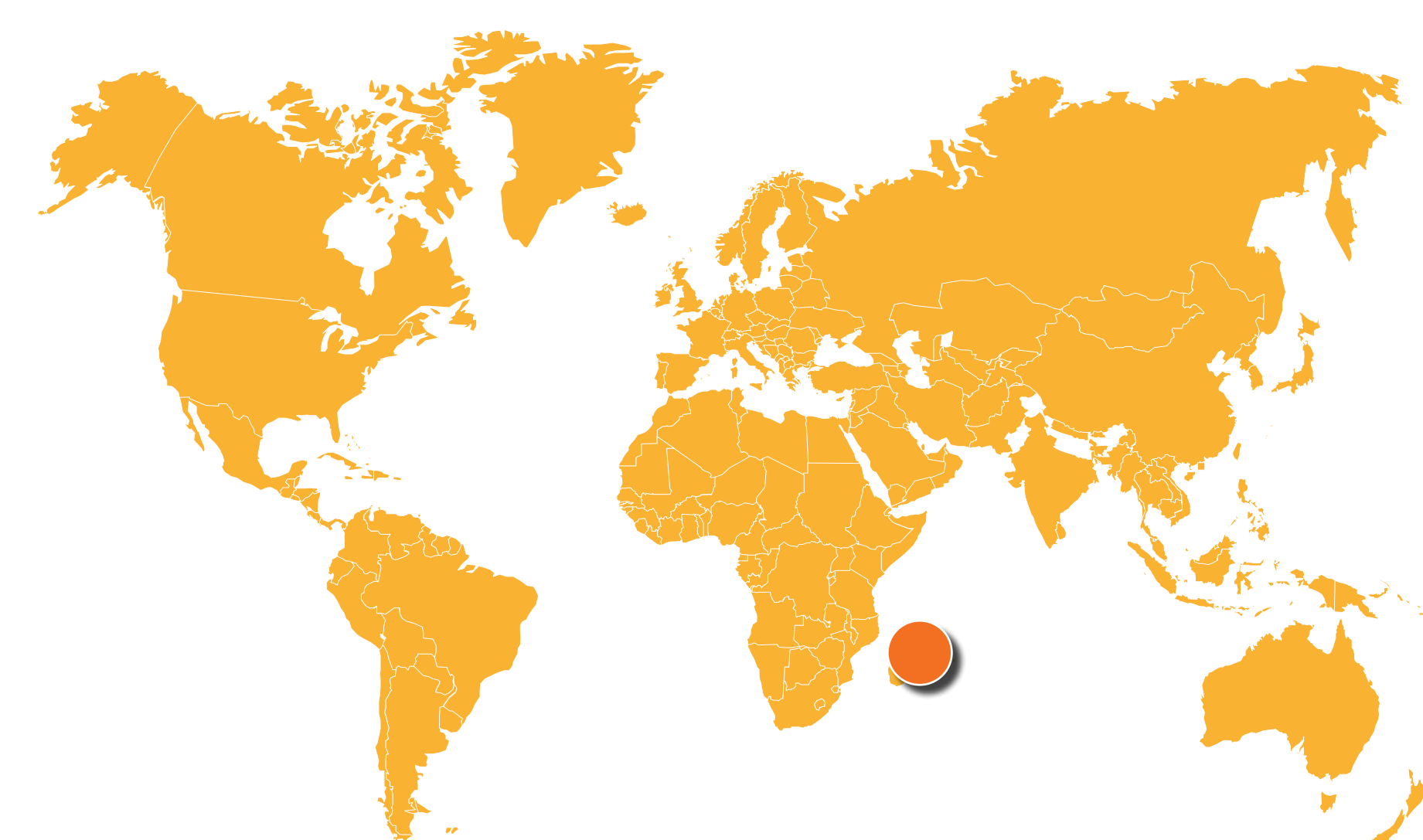
“ Pour nous, l'électrification des centres PMI (Protection maternelle et infantile) est essentielle car elle permet d'assurer la chaîne du froid (conservation des vaccins, de certains médicaments...), une lumière suffisante pour les urgences de nuit, les petites chirurgies et les soins, la stérilisation des matériels mais également d'informatiser la gestion des données. Ces progrès garantissent la sécurité des patients ”



© SOS Villages d'Enfants

Témoignage de Dr Myriam, Madagascar

Accès à l'eau potable et aux soins grâce à l'énergie solaire



PAYS : MADAGASCAR

Les enfants sont souvent les premières victimes de l'absence d'eau et d'électricité.

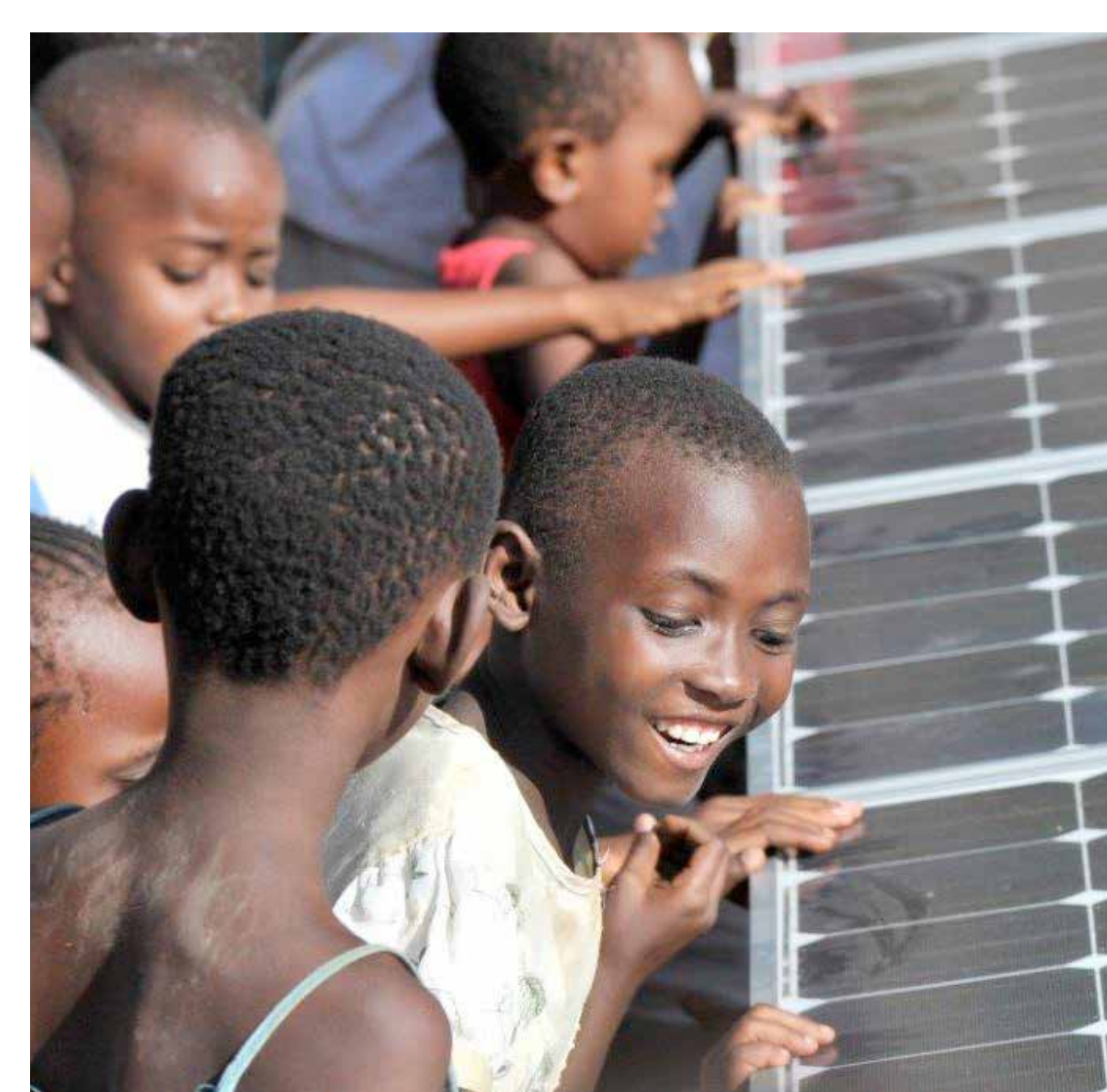
Dans le Sud de Madagascar, de nombreux enfants marchent des heures pour aller chercher de l'eau, souvent polluée ou impropre à la consommation.

SOS Villages d'Enfants a permis aux habitants de 6 localités rurales d'accéder aux soins et à de l'eau potable par :

- L'installation de pompes à l'énergie solaire
- L'électrification de 6 centres de protection maternelle et infantile.

Ainsi les vaccins sont conservés convenablement, les femmes accouchent dans des conditions plus sûres, les enfants au lieu d'être contraints de passer leur journée à chercher de l'eau, peuvent aller à l'école et faire leurs devoirs le soir !

- **Bénéficiaires : 7.335 enfants et adultes sur 6 districts.**



© SOS Villages d'Enfants

1€ investi dans les énergies solaires représente 2,9 € d'impact social (1)

(1) Source : Association for Public Service Excellence



Guidée par l'esprit de la Convention internationale des droits de l'enfant, SOS Villages d'Enfants a pour mission de permettre à chaque enfant d'avoir une vie de famille. Depuis 60 ans, SOS Villages d'Enfants accueille, en France et dans le monde, des frères et soeurs sans soutien parental dans un village d'enfants SOS ou en renforçant la famille à l'aide de programmes de prévention de l'abandon. A travers sa fédération internationale, l'action de SOS Villages d'Enfants bénéficie à plus d'un million et demi de bénéficiaires. www.sosve.org

PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE AVEC UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

“Les enfants ont le droit à être protégés contre l’exploitation qu’elle soit économique ou sexuelle.”
(Articles 32.1, 34 et 39 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l’enfant



© Pierre Raimond / hagence.com

AUJOURD’HUI

Près de 170 millions d’enfants travaillent dans le monde dont plus de 85 millions dans des conditions dangereuses (mines, prostitution, production de matériel pornographique, trafic de stupéfiants ou enfants soldats)⁽¹⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Favoriser l’accès des jeunes à l’éducation, la formation et l’emploi.
- Supprimer le travail forcé, l’esclavage moderne, la traite des êtres humains, les pires formes de travail et l’utilisation d’enfants soldats.
- Appliquer le Pacte mondial pour l’emploi de l’Organisation internationale du travail.

(1) Source : Organisation Internationale du Travail

ECPAT FRANCE AGIT POUR PROTÉGER LES ENFANTS DES PIRES FORMES DE TRAVAIL

“ J’ai dû quitter l’école à l’âge de 14 ans. Même pour m’inscrire à une école publique, je devais dépenser environ 500 euros pour payer les frais d’inscription, les livres scolaires, le nouvel uniforme et les chaussures. Ma mère était au chômage et ne pouvait pas payer un montant pareil. Pour ramener de l’argent à la maison, j’ai commencé à me prostituer à l’âge de 15 ans. Je me sentais terriblement mal. Je devais me vendre à n’importe quel homme qui était prêt à me payer 100 shillings (environ 1 euro). Aujourd’hui, cela fait trois ans que j’ai intégré le programme de réhabilitation. Ma vie a changé, il ne me reste plus qu’un an pour finir mon cycle d’étude secondaire. J’ai maintenant plus de chance de trouver un travail décent. ”



© Anko Ordenez / ECPAT France

Témoignage d’A.N., 17 ans, Kenya, membre d’une association de jeunes filles

Réhabilitation et réintégration de jeunes filles en situation de prostitution au Kenya

PAYS : KENYA

Au Kenya, dans les quartiers défavorisés de Nairobi et Kisumu, ECPAT France soutient l’organisation locale USK (Undugu Society of Kenya) dans la création d’associations de jeunes filles désireuses de sortir de la prostitution. Ces associations permettent à ces jeunes kényanes de partager leurs histoires afin de se libérer de leurs expériences traumatiques. La violence, l’abandon, la peur et la stigmatisation sociale sont des souffrances qu’elles ont vécues au quotidien et qu’elles surmontent dorénavant ensemble afin de reprendre confiance en elles et en l’avenir. Le projet vise le renforcement de l’autonomie des jeunes filles, grâce à des orientations vers le système scolaire ou des filières d’apprentissage, mais également grâce à des ateliers abordant les droits, la santé, la parentalité, etc.

➔ Depuis 2011, 20 associations ont été créées :

5 dans la ville de Kisumu et 15 à Nairobi, réunissant 250 jeunes filles âgées de 16 à 24 ans. Elles agissent pour réduire les violences dans leurs communautés.



© Ophélie Rigault / ECPAT France

Une association de jeunes filles à Nairobi



Fondée en 1997, l’association ECPAT France a pour objet de lutter, en France et à l’international, contre l’exploitation sexuelle des enfants, à savoir : la prostitution, l’exploitation sexuelle dans les voyages ou en ligne, le mariage forcé et précoce des enfants et la traite à des fins d’exploitation sexuelle.

www.ecpat-france.fr

PROMOUVOIR UNE CROISSANCE ÉCONOMIQUE SOUTENUE AVEC UN TRAVAIL DÉCENT POUR TOUS

« Tout enfant a le droit de n'être astreint à aucun travail comportant des risques ou susceptible de compromettre son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement » (Article 32 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant

8 ACCÈS À DES EMPLOIS DÉCENTS



AUJOURD'HUI

Près de 71 millions de jeunes sont confrontés au chômage dans le monde. Plus inquiétant encore, 156 millions de jeunes, de surcroît dans les pays émergents et en développement, vivent dans la pauvreté alors qu'ils ont un travail. Leur emploi est vulnérable par nature: ils ne sont souvent pas rémunérés, limités à des professions peu qualifiées et, en l'absence de protection sociale, dépendent presque exclusivement des revenus de leur travail ⁽¹⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Favoriser l'accès des jeunes à une formation et un emploi de qualité
- Favoriser la création de l'entrepreneuriat et les micro-entreprises
- Accroître la protection des droits du travail et l'instauration de lieux de travail sûrs

(1) Source : Rapport OIT 2016

APPRENTIS D'AUTEUIL ET SES PARTENAIRES AGISSENT POUR INSÉRER LES JEUNES KINOIS DURABLEMENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

« J'ai 24 ans et ai suivi 3 ans de formation au centre de formation professionnelle en coupe et couture de l'association AED à Kinshasa. J'ai reçu en fin de formation un kit pédagogique qui m'a permis de m'équiper en matériel de qualité et surtout de changer ma machine à pédale cassée. Mon kit me permet de travailler couturière à mon compte pour des clients du quartier de La Gombe. La formation en gestion et entrepreneuriat que j'ai suivie m'a aidé à comprendre les bases : ce qu'est un cahier de caisse ou comment écrire un devis. »



Témoignage de Valentine, 24 ans, formée en filière coupe et couture au sein de l'association AED, entrepreneure

Insérer les jeunes kinois durablement sur le marché du travail



PAYS : CONGO

■ Le marché de l'emploi à Kinshasa est majoritairement organisé autour du secteur informel, représentant 80 % à 90 % des emplois. En sortant d'un centre de formation professionnelle, un jeune kinois a 9 chances sur 10 de devoir créer sa propre activité s'il souhaite bénéficier d'une activité génératrice de revenu ! Cependant, 70 % des jeunes issus d'un cursus de formation qui se lancent dans la création d'une microentreprise ne parviennent pas à pérenniser leur activité.

■ Une situation d'autant plus difficile pour des enfants et jeunes exclus, ayant vécu en situation de rue.

■ Apprentis d'Auteuil et ses partenaires accompagnent le REEJER, les associations membres et les centres professionnels associés pour améliorer l'insertion professionnelle des jeunes défavorisés :

- ils les aident à s'équiper pour améliorer les conditions des formations et amorcer leurs activités (équipements des plateaux techniques, kits pédagogiques à l'issue des formations...)
- les forment à la création et à la gestion d'une microentreprise ou d'une activité génératrice de revenus
- influencent les autorités politiques pour faire reconnaître les formations professionnelles (validation du brevet d'Etat par le ministère des Affaires sociales)
- renforcent le cadre pédagogique des formations et la formation continue des formateurs (harmonisation des référentiels par filière, formation à la pédagogie des maîtres d'apprentissage...)
- créent un réseau d'entreprises partenaires pour changer les représentations et les réticences du secteur privé.



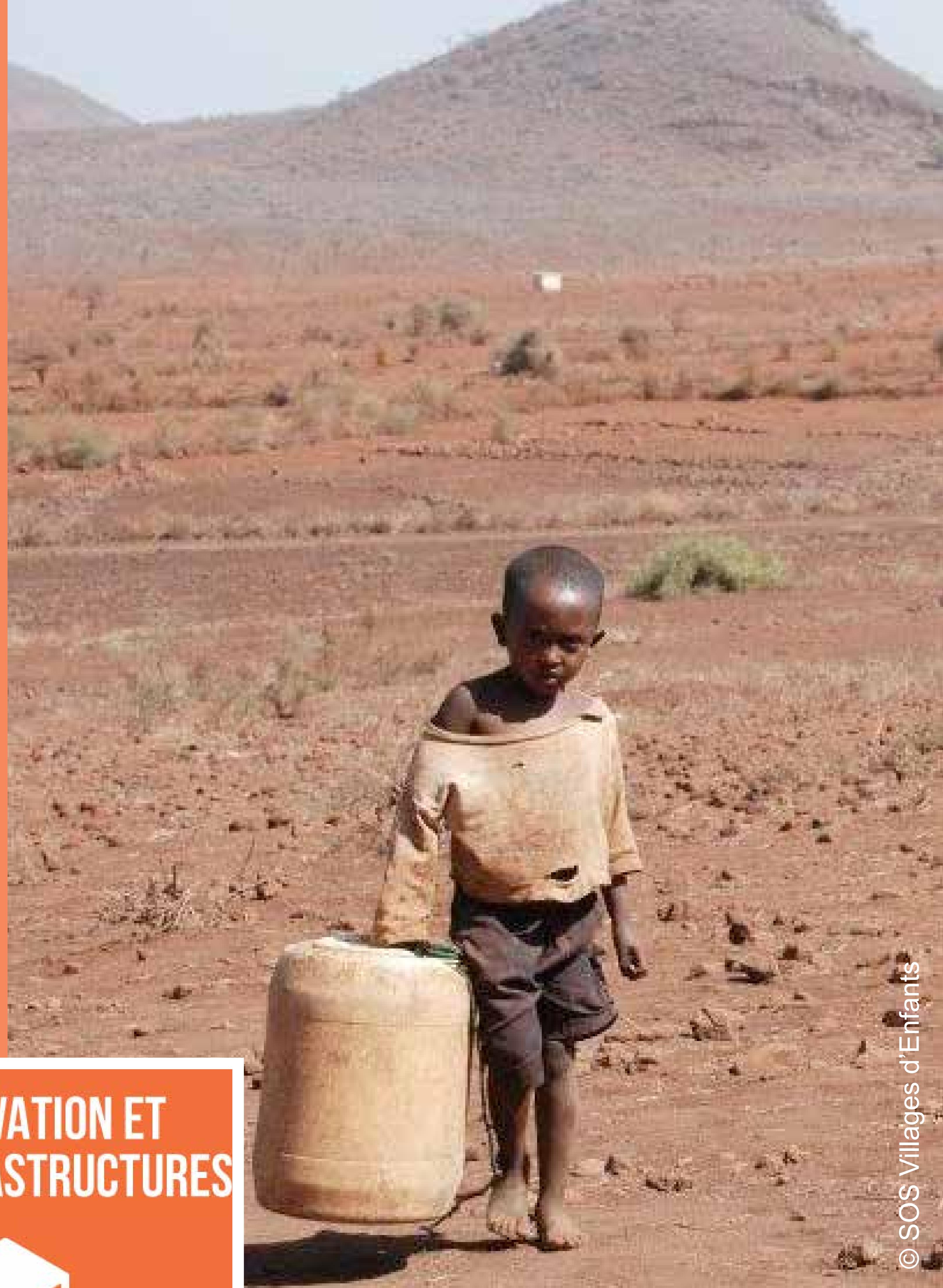
Fondation catholique reconnue d'utilité publique, acteur engagé de la prévention et de la protection de l'enfance, Apprentis d'Auteuil développe en France et à l'international des programmes d'accueil, d'éducation, de formation et d'insertion pour redonner aux jeunes et aux familles fragilisés ce qui leur manque le plus : la confiance. Apprentis d'Auteuil accompagne près de 31 000 jeunes et familles dans près de 230 établissements. Ces jeunes lui sont confiés par leur famille ou par l'Aide sociale à l'enfance. La fondation dispense 85 formations professionnelles dans 17 filières. A l'international, Apprentis d'Auteuil a choisi d'agir en partenariat. La fondation mène des actions dans plus de 54 pays aux côtés de ses 195 partenaires locaux. Chaque année, 22 000 jeunes et familles dans le monde bénéficient de ces programmes. www.apprentis-auteuil.org



BÂTIR UNE INFRASTRUCTURE RÉSILIENTE ET ENCOURAGER L'INNOVATION

« Tout enfant doit avoir accès aux connaissances scientifiques et techniques ainsi qu'aux méthodes d'enseignement modernes »
(Article 28 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© SOS Villages d'Enfants

AUJOURD'HUI

La productivité des entreprises des pays d'Afrique les plus pauvres est pénalisée de près de 40% par le manque d'infrastructures (1).

OBJECTIFS POUR 2030 :

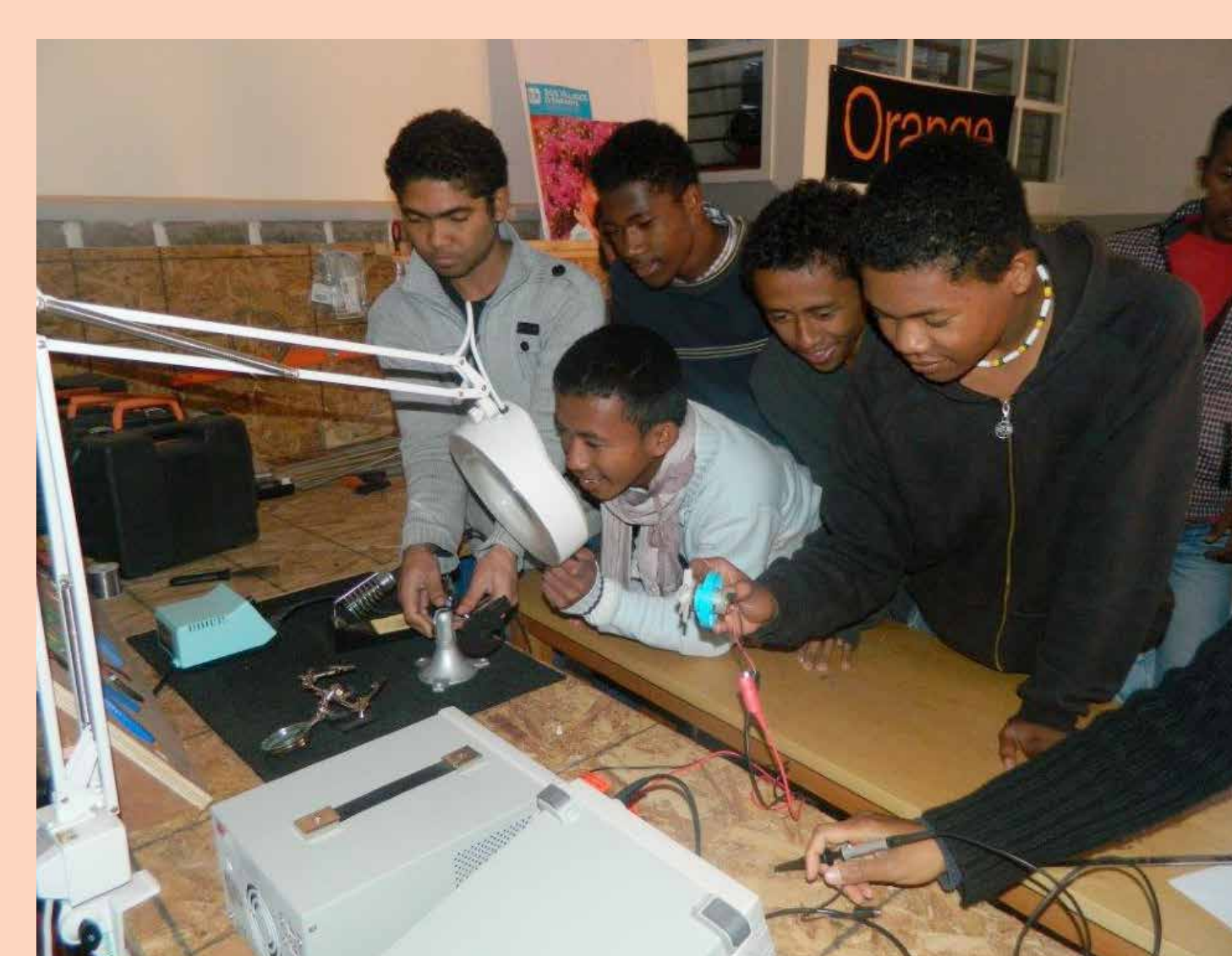
- **Promouvoir** une industrialisation durable qui profite à tous,
- **Mettre en place** une infrastructure de qualité, fiable, durable et résiliente,
- **Soutenir** la recherche-développement et l'innovation technologique nationale dans les pays en développement.

(1) Source : Nations Unies

SOS VILLAGES D'ENFANTS AGIT EN FAVEUR DE L'INNOVATION

“ Le FabLab ne m'a pas seulement appris la programmation informatique, il m'a aidé à concevoir, innover, associer plusieurs techniques, en équipe : il suffit de penser un objet, 2 heures plus tard, il est créé ! Pour moi, c'est une révolution industrielle. ”

Témoignage de Judicael, Antananarivo, Madagascar.



© SOS Villages d'Enfants

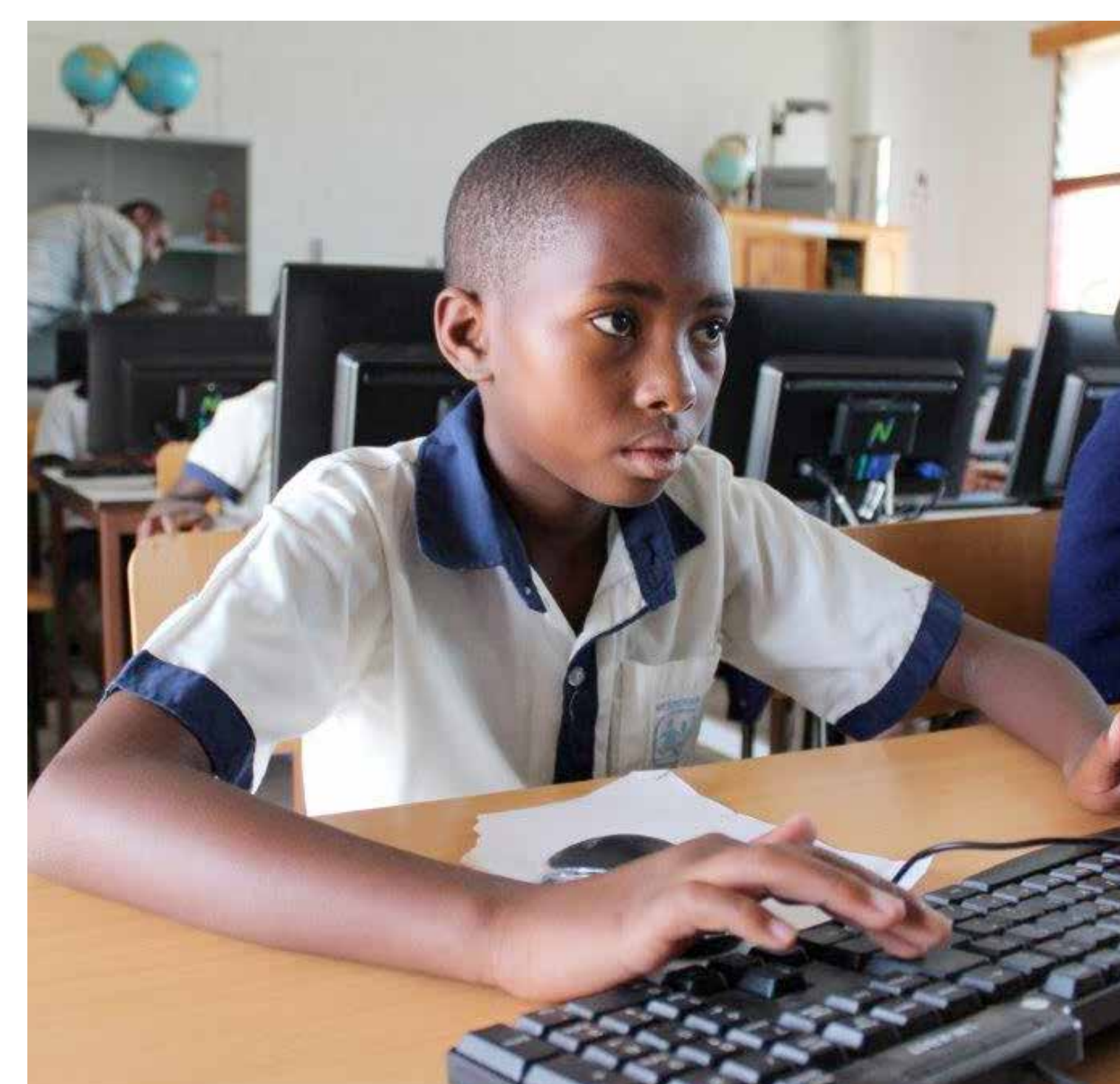
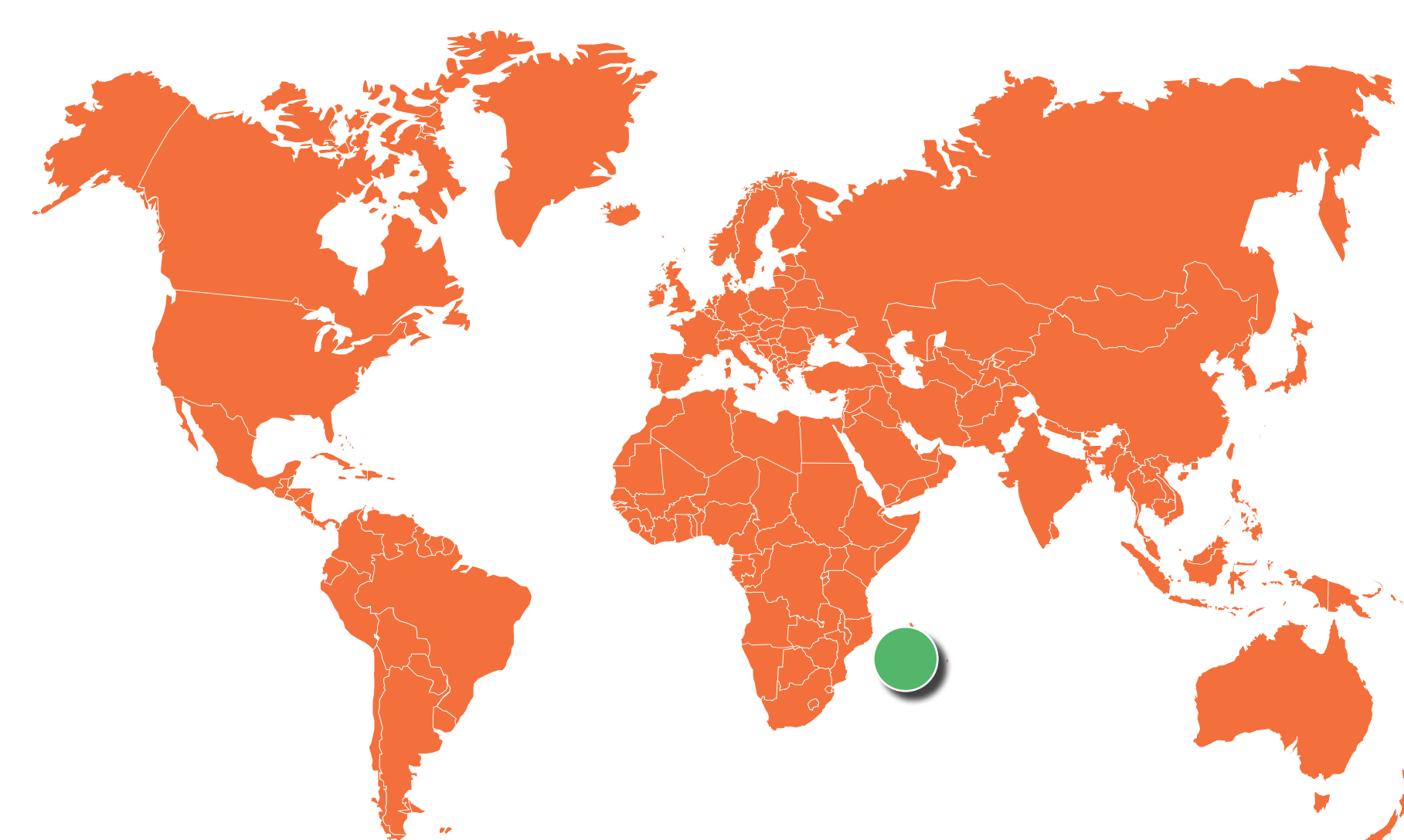
Insertion socioprofessionnelle des jeunes par l'innovation

PAYS : MADAGASCAR

L'innovation n'est pas l'apanage des pays riches.

Dans le but d'initier les jeunes aux nouvelles technologies et à l'innovation, SOS Villages d'Enfants Madagascar a mis en place un « Fablab » solidaire pour les jeunes. Chaque année, 132 jeunes suivent une formation combinant plusieurs techniques innovantes de production :

- imprimante 3D,
- imprimante vinyle,
- machine de découpe laser,
- configuration des logiciels de pilotage.



© SOS Villages d'Enfants



SOS VILLAGES D'ENFANTS FRANCE

Guidée par l'esprit de la Convention internationale des droits de l'enfant, SOS Villages d'Enfants a pour mission de permettre à chaque enfant d'avoir une vie de famille. Depuis 60 ans, SOS Villages d'Enfants accueille, en France et dans le monde, des frères et sœurs sans soutien parental dans un village d'enfants SOS ou en renforçant la famille à l'aide de programmes de prévention de l'abandon. A travers sa fédération internationale, l'action de SOS Villages d'Enfants bénéficie à plus d'un million et demi de bénéficiaires. www.sosve.org

RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS ET ENTRE LES PAYS

“Chaque enfant a le droit au repos, aux loisirs et aux vacances.”
(Article 31 de la CIDE)

*Convention internationale des droits de l'enfant



Enfants en vacances à la Turbelle (France)

© Solidarité Laïque

EN FRANCE

¼ des jeunes de 5 à 19 ans, soit 3 millions d'enfants, ne sont jamais partis en vacances. Parce qu'il permet de découvrir d'autres lieux, d'autres personnes, de nouvelles activités, de s'ouvrir au rêve, à l'émerveillement, le départ en vacances est un élément important du développement personnel, affectif, social et culturel de chaque enfant.

OBJECTIFS POUR 2030 :

■ Favoriser l'autonomisation de toutes les personnes et leur intégration sociale, économique, culturelle et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur origine, de leur religion ou de leur statut dans la société. C'est la condition pour assurer l'égalité des chances.

(1) Source : Nations Unies

SOLIDARITÉ LAÏQUE AGIT EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

“ Ces vacances m'ont permis de m'amuser, de m'éclater à fond avant que reprenne l'école et surtout de me reposer ! Ce que j'ai préféré : la piscine avec les copains car sinon je n'y vais pas. J'ai bien aimé l'animation sur les discriminations proposée par Solidarité Laïque. J'ai aussi appris des choses. Par exemple, une fille a le droit de jouer aux petites voitures, c'est tout à fait normal, ce n'est pas un garçon manqué ! Ce qui a été génial aussi, c'est que j'ai pu voir des dauphins pour la première fois en allant aux îles Chausey. Pour résumer les vacances en un seul mot : c'était super ! ”



Témoignage de Jean Mickaël, 12 ans en vacances à St Pair sur Mer.

© Solidarité Laïque

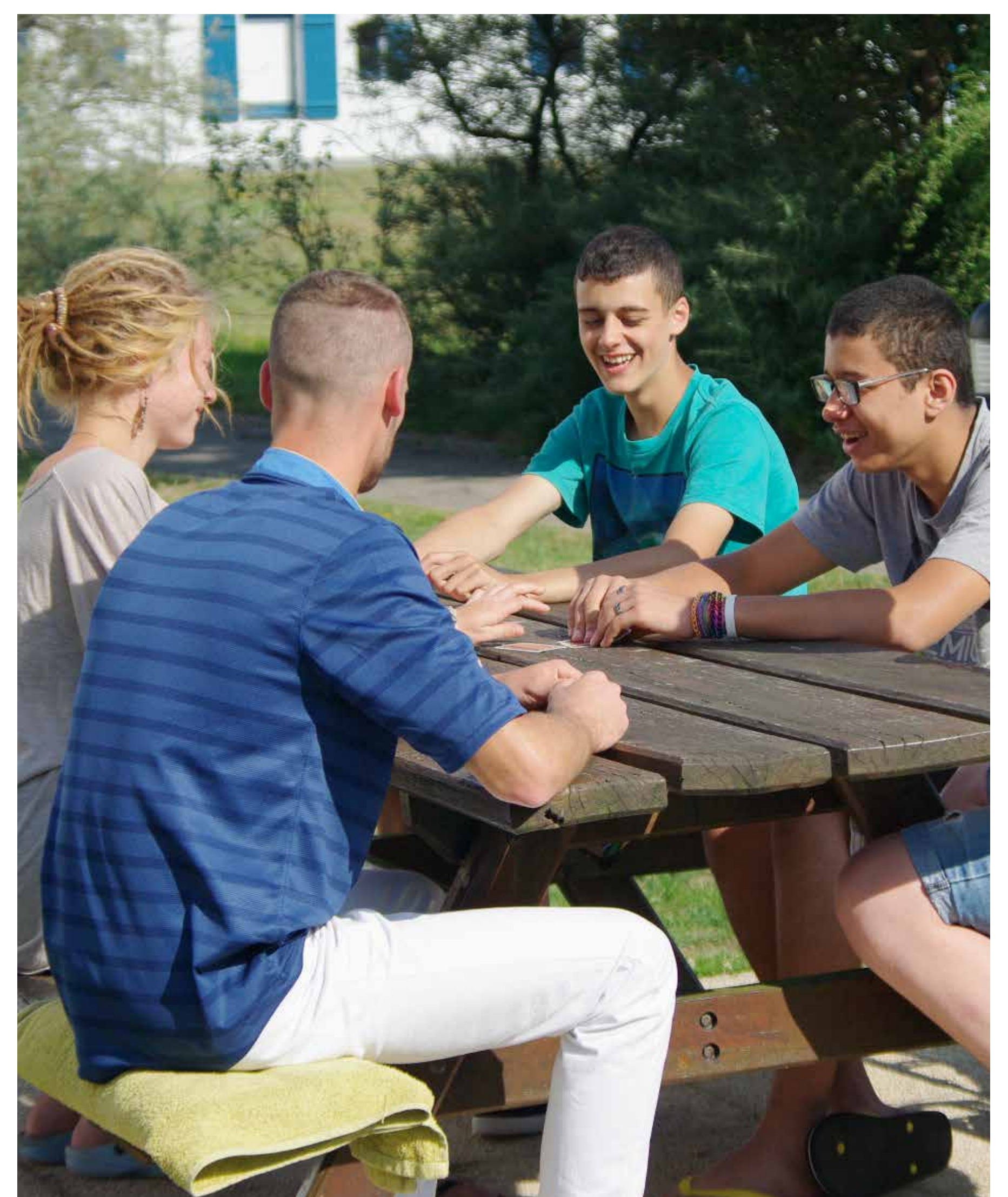
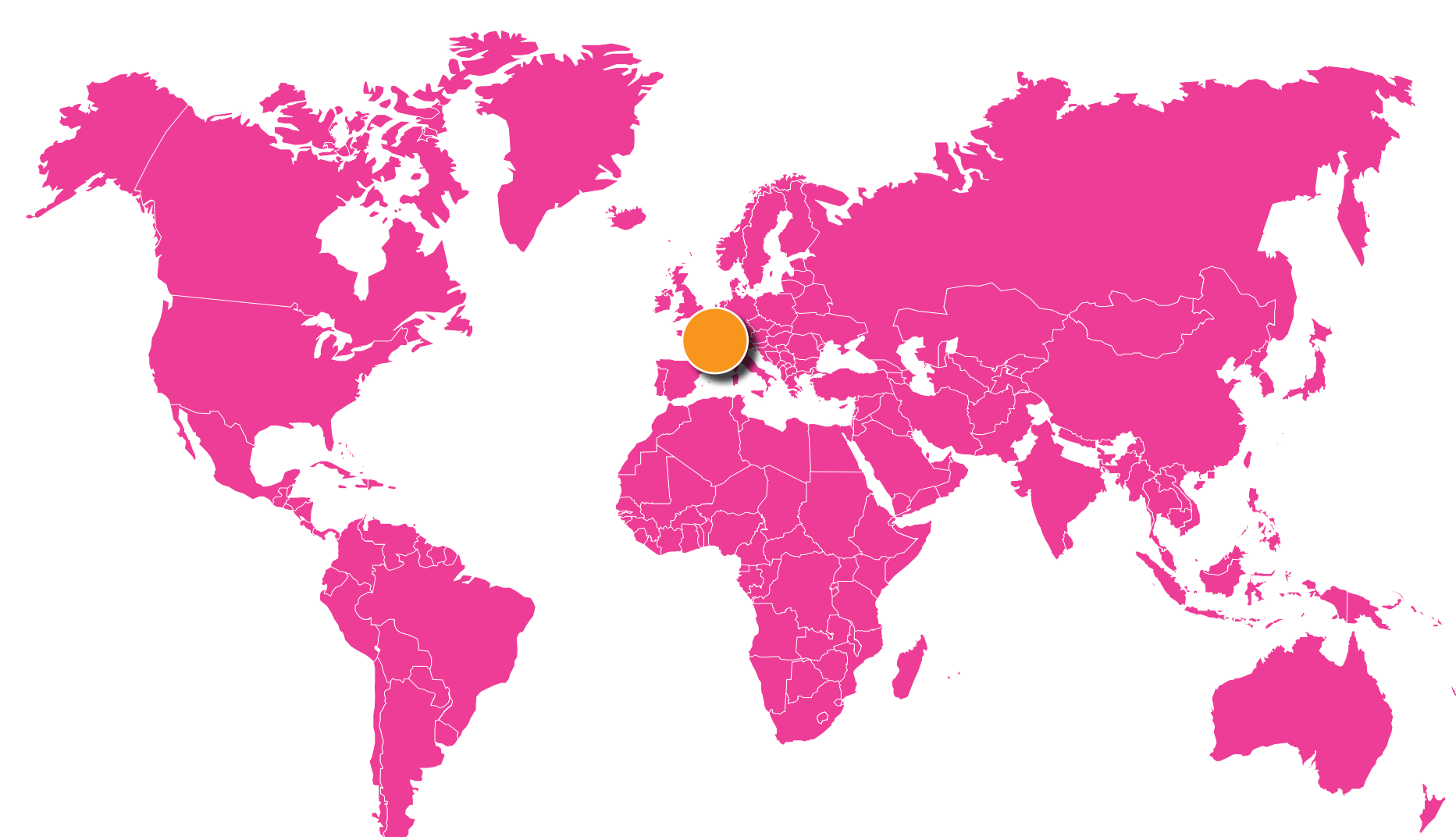
Programme «Vacances et Insertion»

PAYS : FRANCE

Depuis 1984, Solidarité Laïque accompagne plusieurs centaines de familles à partir en vacances en partenariat avec l'ANCV (Agence nationale pour les chèques-vacances) à travers son programme «Vacances et Insertion». Il favorise l'accès aux vacances des plus démunis, incluant les enfants, pour lutter contre les exclusions.

Ce temps de répit a fait la preuve de son intérêt social et permet aux publics concernés de gagner en estime de soi, en confiance, en bien-être humain et social. Ce temps est essentiel au bon développement et à l'épanouissement de l'enfant ; c'est un réel investissement dans l'avenir (resserrement des liens au sein de la famille, meilleurs résultats scolaires chez l'enfant...) qui ne doit pas être négligé.

➔ En 2015, ce programme a permis à 2649 personnes de partir en vacances, soit 564 familles accompagnées (1337 enfants, 322 jeunes et 926 adultes) et 18 883 journées de vacances.



© Solidarité Laïque



Depuis 1956, Solidarité Laïque lutte contre les exclusions et améliore l'accès de toutes et tous à une éducation de qualité. Nous agissons en France et dans plus de 20 pays. Le respect des droits de l'enfant ici et là-bas est au cœur de nos priorités que ce soit dans nos programmes, dans nos actions d'éducation à la citoyenneté ou dans nos actions de plaidoyer.

www.solidarite-laique.org



RÉDUIRE LES INÉGALITÉS DANS ET ENTRE LES PAYS

« Les pays doivent reconnaître le droit des enfants handicapés de pouvoir bénéficier de soins spéciaux et essentiels à leur bien-être pour devenir le plus autonome possible »

(Article 23 de la CIDE)

*Convention internationale des droits de l'enfant



AUJOURD'HUI

15% de la population mondiale souffre d'un handicap et parmi eux 93 à 150 millions d'enfants⁽¹⁾ !

OBJECTIFS POUR 2030 :

■ Favoriser l'autonomisation de toutes les personnes et leur intégration sociale, économique, culturelle et politique, indépendamment de leur âge, de leur sexe, de leur handicap, de leur origine, de leur religion ou de leur statut dans la société. C'est la condition pour assurer l'égalité des chances.

ASMAE-ASSOCIATION SŒUR EMMANUELLE AGIT EN FAVEUR DE LA RÉDUCTION DES INÉGALITÉS

« Aujourd'hui, mon fils progresse. Il apprend à lire et parvient à écrire des mots simples. Je suis si heureuse que les professeurs aient la patience de lui apprendre à développer ses capacités. »

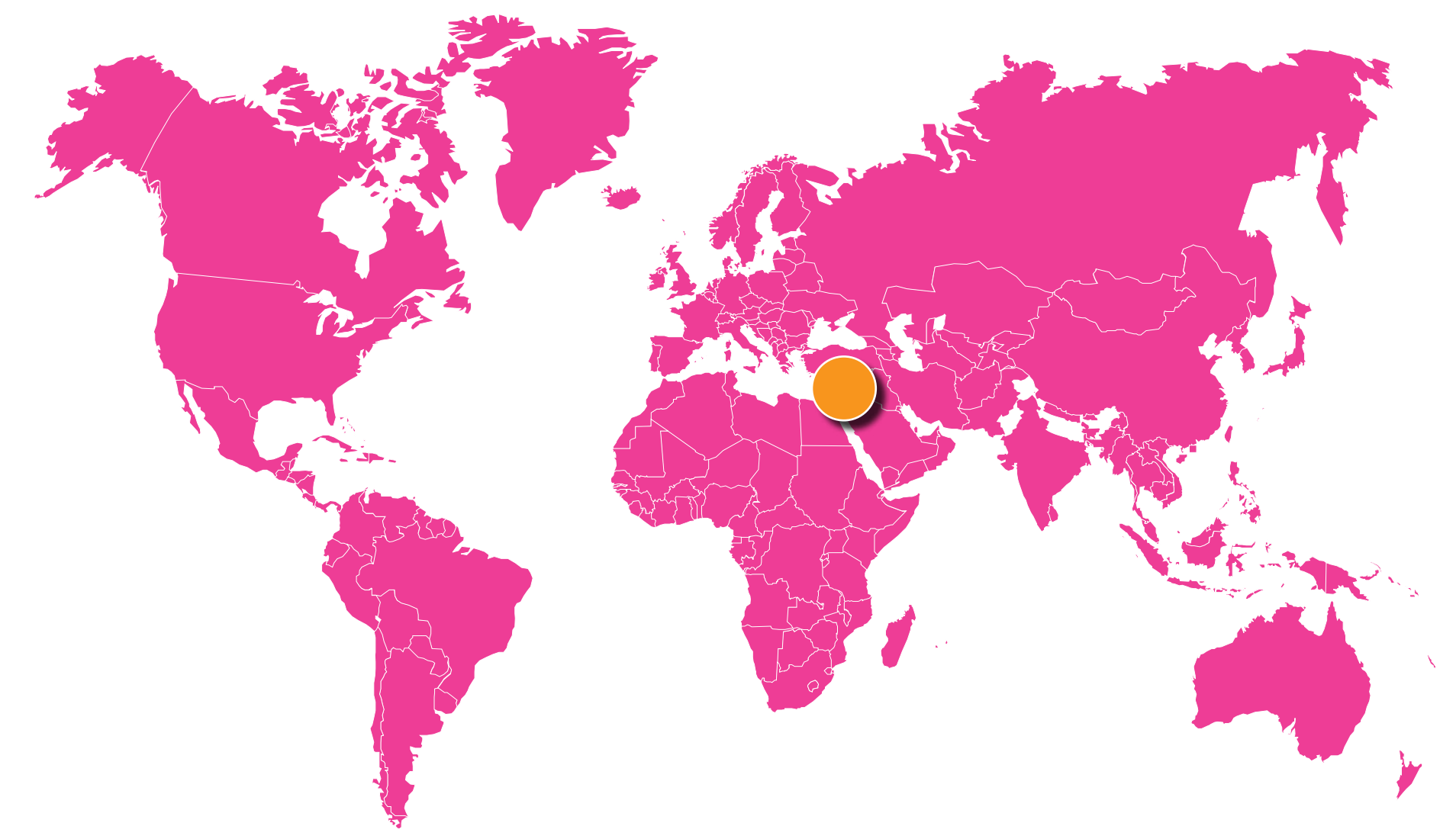


© ASMAE

Témoignage de Shela, mère d'un bénéficiaire.

(1) UNICEF, Les enfants handicapés - La situation des enfants dans le monde, 2013

Accompagnement et prise en charge des enfants en situation de handicap.



PAYS : EGYPTE

Le système législatif égyptien est favorable à la reconnaissance et à l'inclusion des personnes en situation de handicap. Cependant, l'offre de services reste très faible et les mentalités évoluent lentement. Les enfants en situation de handicap et leurs familles sont souvent les premières victimes du rejet et de la stigmatisation de la société.

Depuis 2011, Asmae apporte un appui technique et financier à l'association Basmat Asmal, association créée en 2010 au Caire par un groupe de parents d'enfants polyhandicapés.

Pour permettre à ces enfants de jouir de tous leurs droits, de bénéficier des soins et de l'éducation dont ils ont besoin, Basmat Amal soutenue par Asmae a créé 2 centres offrant des traitements à un coût accessible (un 3^{ème} ouvrira en 2018). Il s'agit d'une initiative pionnière puisqu'en 2010, l'association était l'une des rares à ouvrir un centre spécialisé pour les enfants polyhandicapés en Égypte. Depuis juin 2017, ce projet bénéficie d'un cofinancement de l'Union Européenne.

➔ De juin 2017 à Mars 2018, 90 enfants de 2 à 18 ans ont bénéficié de soins, d'une éducation adaptée et d'un accueil dans les centres de l'association. Ils ont aussi bénéficié de l'encadrement de 20 spécialistes appuyés par une conseillère technique en éducation spécialisée, 30 professeurs et 2 psychologues des écoles publiques dites intégratrice, partenaires de Basmat Amal dans le cadre d'un protocole avec le Ministère Égyptien de l'Éducation ont bénéficié de formation.



© ASMAE



Créée par sœur Emmanuelle en 1980, Asmae poursuit son action dans le respect des valeurs de confiance, partage et de réciprocité héritées de sa fondatrice. Indépendante et laïque, Asmae est présente dans 8 pays sur 3 continents, et permet à plus de 45 000 bénéficiaires de «vivre debout» par l'accès à la protection et à l'éducation. Parce que nous sommes convaincus que les solutions viennent des populations elles-mêmes, Asmae agit sur le mode du partenariat en travaillant main dans la main avec les acteurs locaux. www.asmae.fr



Ce projet est financé par l'Union Européenne (Juin 2017 - Mai 2019)

FAIRE EN SORTE QUE LES VILLES SOIENT DURABLES

“Tout enfant a droit à un niveau de vie suffisant.”
(Article 27 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Pierre Raimond / haagence.com

AUJOURD'HUI

La moitié de l'humanité – 3,5 milliards de personnes – vit dans des villes et en 2030, environ 60 % de la population mondiale vivra en zone urbaine.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Assurer l'accès de tous à un logement et des services de base adéquats et sûrs, à un coût abordable, et assainir les quartiers de taudis.
- Renforcer l'urbanisation durable pour tous et les capacités de planification et de gestion participatives, intégrées et durables des établissements humains dans tous les pays.
- Aider les pays les moins avancés, y compris par une assistance financière et technique, à construire des bâtiments durables et résilients en utilisant des matériaux locaux.

LA VILLE DE PARIS AGIT POUR UNE VILLE DURABLE

Devenir un territoire plus inclusif et durable est une priorité pour la Ville de Paris, qui mobilise régulièrement les métropoles mondiales autour de ces enjeux. Attentive à la parole des citoyens de demain, elle associe les enfants à ses réflexions et actions internationales.

Les villes pour tous - Cities for Life Sommet mondial sur l'inclusion, l'innovation et la résilience

En novembre 2016, Paris a réuni de nombreux maires et élus internationaux, entreprises, associations et Parisiens afin d'échanger sur les solutions à mettre en œuvre pour construire une ville inclusive, durable et résiliente. En amont, avec la participation de l'UNICEF et du Secours populaire, une quinzaine de jeunes du monde entier se sont réunis pour réfléchir ensemble à la ville de demain.



Les enfants au cœur du Budget Participatif

En 2016, 158 964 Parisiennes et Parisiens ont voté dans le cadre du Budget Participatif, et décidé de l'attribution de 100 millions d'euros, dont 10 millions d'euros pour les écoles et les collèges, et 30 millions d'euros pour les quartiers populaires. Le Budget Participatif des écoles et des collèges a également rencontré un franc succès: 83% des écoles élémentaires ont pris part au dispositif et 66 155 enfants ont participé directement au vote entre mai et juin 2016. Le thème « une école plus connectée » est arrivé largement en tête, remportant 57% des suffrages, devant « une école plus belle » (18%), une école plus sportive (16%) et une école plus durable (16%).



© BP : Ville de Paris / Emilie Choix

Les enfants au cœur du Budget Participatif

Le 4 décembre 2015, une cinquantaine d'élèves d'écoles de l'académie de Versailles se sont retrouvés pour chanter en chœur, une quinzaine de jeunes du Conseil Parisien de la Jeunesse et d'étudiants de la Cité internationale, venus des cinq continents, ont interrogé les Maires internationaux sur leurs visions de la ville durable.



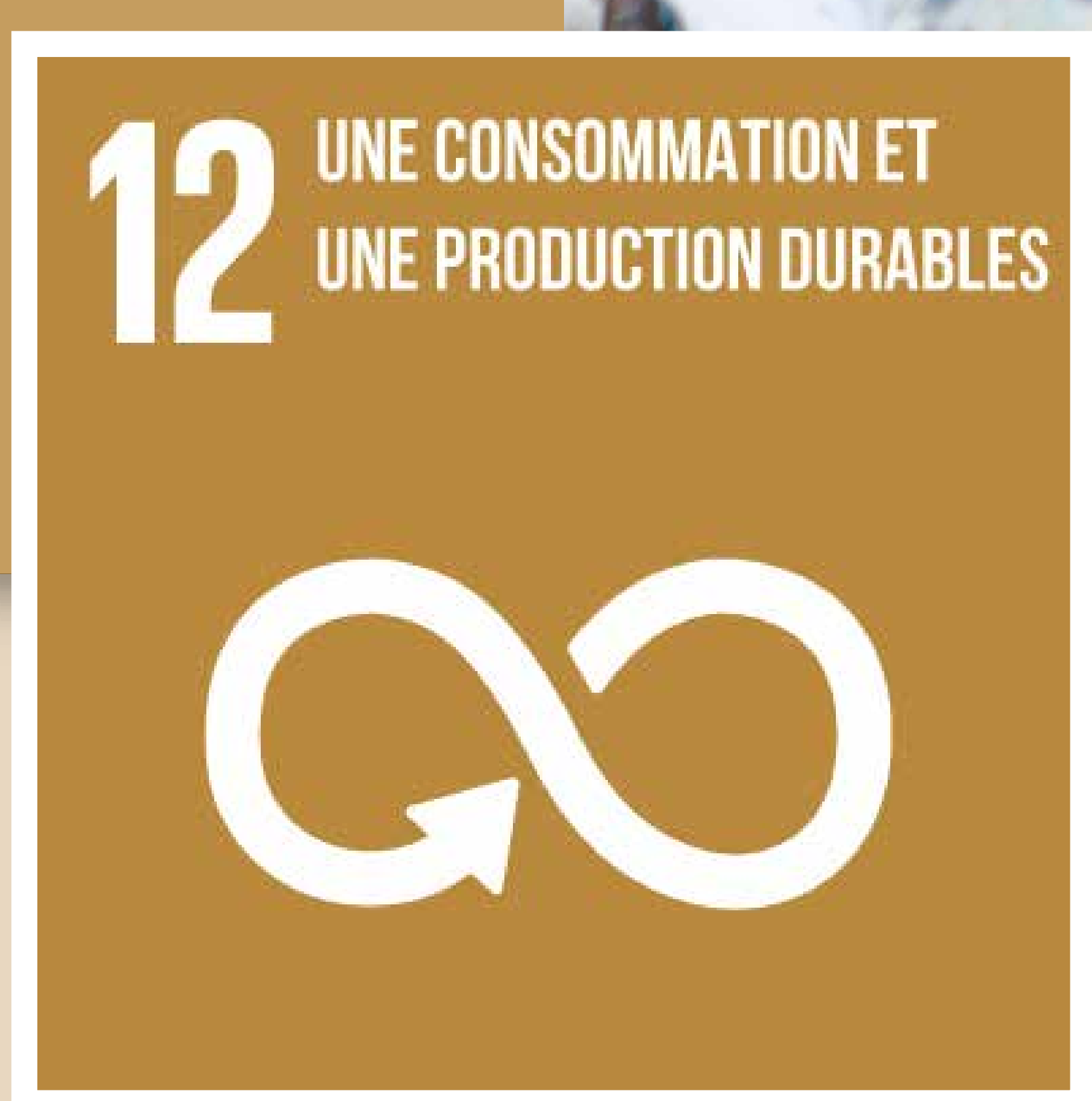
Paris pour le climat



MIEUX PRODUIRE ET MIEUX CONSOMMER

“L’enfant a le droit de jouir du meilleur état de santé possible.”
(Article 24 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l’enfant



AUJOURD’HUI

- 30% de la production alimentaire mondiale est aujourd’hui gaspillée en Europe. Ce sont 200 millions de personnes qui pourraient être nourries dans le monde⁽¹⁾.
- Si la population mondiale atteint 9,6 milliards de personnes d’ici à 2050, l’équivalent de près de trois planètes pourrait être nécessaire pour fournir les ressources requises pour le maintien des modes de vie actuels⁽²⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- Parvenir à une gestion durable et à une utilisation rationnelle des ressources naturelles.
- Réduire de moitié le volume de déchets alimentaires par habitant à l’échelle mondiale, au niveau de la distribution comme de la consommation, et réduire les pertes de produits alimentaires tout au long des chaînes de production et d’approvisionnement, y compris les pertes après récolte.

(1) Source : Commission Européenne / (2) Source : Nations Unies

“ Lors d’une animation à destination des adultes, organisée dans un marché de la zone, un enfant qui avait assisté à une séance de sensibilisation à l’école a orienté sa maman vers nous. La mère nous a confié que son fils l’incitait désormais à fermer le couvercle de la poubelle, et à utiliser les bacs d’apport volontaire pour se débarrasser des déchets.”



© GRET

Témoignage d’un animateur d’actions de sensibilisation des écoliers à Brazzaville.

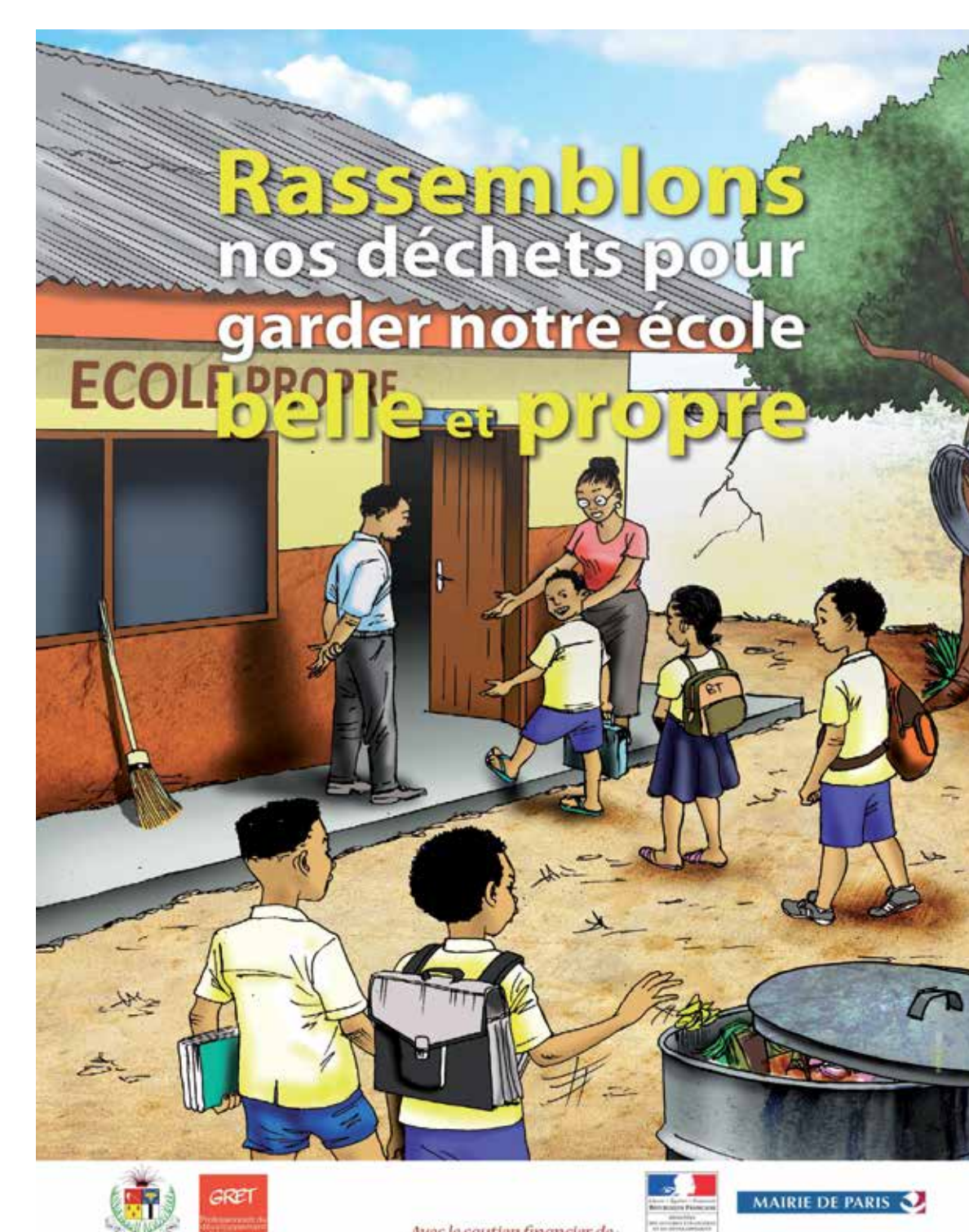
Une action de sensibilisation des écoliers à Brazzaville



Brazzaville, capitale de la République du Congo, compte plus de 1,5 million d’habitants. L’accroissement de la population s’accompagne d’une augmentation des quantités de déchets produits, souvent déposés dans des dépotoirs et des décharges au cœur de la ville. Grâce au soutien de la Ville de Paris, du Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, et de l’Agence Française de Développement, le Gret accompagne la ville de Brazzaville dans la structuration de la pré-collecte et la valorisation des déchets, participe à la formation de formateurs et soutient des actions de sensibilisation.

À l’école Pierre Ntsiété, située dans le nord de Brazzaville, 116 élèves de classes de CE2 et CM1 ont suivi des séances de sensibilisation à une gestion adaptée des déchets ménagers, en présence des instituteurs et d’animateurs.

Les classes ont travaillé à l’aide d’affiches thématiques : la première présentait les risques liés à une gestion inadaptée des déchets ; une autre, les bénéfices d’une bonne gestion des déchets pour une famille ; une troisième concernait l’utilisation d’une poubelle à l’école et la propreté dans l’établissement. Les affiches, découpées, devaient être reconstituées sous la forme de carrés très simples. Les animateurs faisaient ensuite échanger les enfants sur les thèmes étudiés. Des scénettes abordaient des pratiques risquées de gestion des déchets et présentaient les solutions à mettre en œuvre.



MAIRIE DE PARIS L’action internationale de la Ville de Paris

La solidarité envers les populations les plus démunies est l’une des priorités de l’action internationale de la Ville de Paris, qui y consacre plus de 6,5 M€ par an. Paris est la première collectivité en matière d’aide publique au développement dans le monde.



Fondé en 1976, le Gret est une ONG internationale de développement, de droit français, qui agit du terrain au politique, pour lutter contre la pauvreté et les inégalités. Ses professionnels interviennent sur une palette de thématiques afin d’apporter des réponses durables et innovantes pour le développement solidaire. Ses 771 professionnels mènent 150 projets par an dans 28 pays.



AGIR CONTRE LES EFFETS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

“L’enfant a le droit de vivre et de grandir dans les meilleures conditions.”
(Article 27 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l’enfant



© Un Enfant par la Main

AUJOURD’HUI

Les catastrophes naturelles liées au changement climatique menacent plus de 500 000 Haïtiens chaque année sur une population de 10 millions⁽¹⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

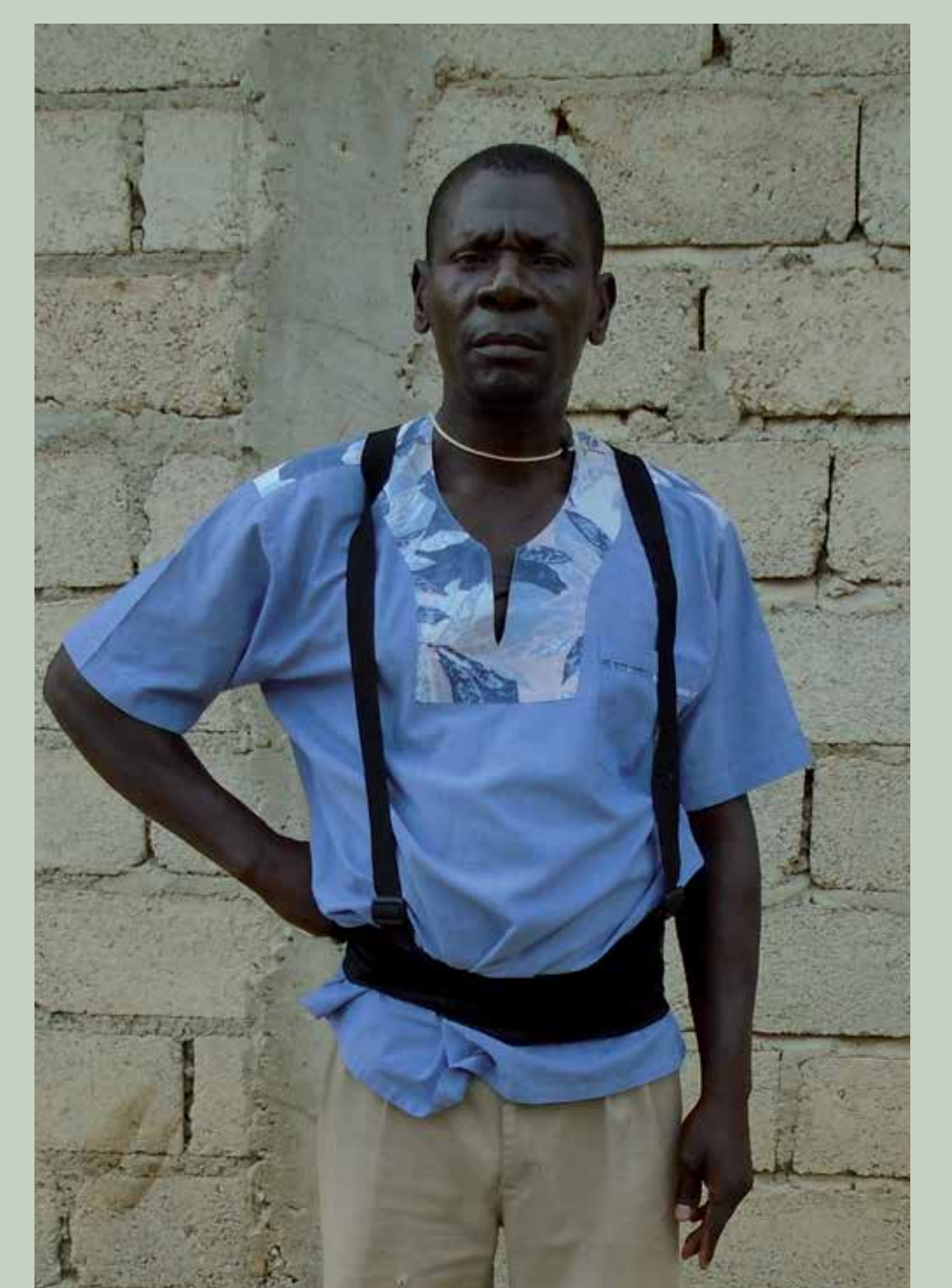
- **Renforcer**, dans tous les pays, la résilience et les capacités d’adaptation face aux aléas climatiques et aux catastrophes naturelles liées au climat.
- **Améliorer l’éducation**, la sensibilisation et les capacités individuelles et institutionnelles en ce qui concerne l’adaptation aux changements climatiques, l’atténuation de leurs effets et la réduction de leur impact et les systèmes d’alerte rapide.

(1) Source : Programme Alimentaire Mondial, 2015.

UN ENFANT PAR LA MAIN AGIT POUR L’ENVIRONNEMENT DES ENFANTS

“ Avant, on n’avait pas d’accès à l’eau et les enfants passaient plusieurs heures à aller en chercher. Depuis qu’il y a la citerne, les enfants sont heureux car ils peuvent aller à l’école. ”

Témoignage de Monace Darélus, CASEC de la 6ème section de la commune de Verrettes, Haïti



Adaptation des pratiques agricoles aux changements climatiques

PAYS : HAÏTI

En Haïti, sur le Plateau de la Chaîne des Matheux, les phénomènes climatiques sont de plus en plus extrêmes et fréquents (sécheresses et cyclones).

Il en résulte une destruction précoce des sols, une dégradation de l’environnement, une diminution des rendements agricoles et une détérioration des conditions de vie des familles et de leurs enfants.

Un Enfant par la Main mène donc, en partenariat avec le Gret, un projet qui contribue à améliorer les conditions de vie de 14 000 habitants de la région et favorise le développement d’un environnement plus propice à l’épanouissement des enfants. Cela est réalisé via la construction d’ouvrages d’accès à l’eau qui ont pour objectif de diminuer les dégâts causés par les fortes pluies et libèrent les enfants des corvées d’eau. Un Enfant par la Main mène également des actions de végétalisation et favorise les échanges entre paysans pour une diffusion des innovations entre agriculteurs.

Le présent projet est mené en partenariat avec le Gret et est financé par les trois bailleurs suivants :



© Un Enfant par la Main

Fondée en 1990, Un Enfant par la Main est une Association de solidarité internationale, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance et membre du réseau ChildFund Alliance. Sa mission est de permettre aux enfants défavorisés de devenir des adultes autonomes et responsables grâce à une approche pragmatique, globale et pérenne du développement, centrée sur l’éducation. L’Association mène avec ses partenaires sur le terrain, des programmes de développement dans 20 pays en Afrique, aux Amériques et en Asie, et est directement opérationnelle à Haïti et à Madagascar. Un Enfant par la Main mène ses activités dans les domaines de l’éducation, la santé, la nutrition, l’accès à l’eau, ainsi que le développement économique et agricole.



PROTÉGER LES MERS ET LES RESSOURCES MARINES

“L’éducation de l’enfant doit viser à lui inculquer le respect du milieu naturel”
(Article 29 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l’enfant



© SOS Villages d'Enfants

AUJOURD'HUI

Plus de 3 milliards de personnes dépendent de la biodiversité marine et côtière pour subvenir à leurs besoins (1).

OBJECTIFS POUR 2030 :

- **Améliorer** la conservation des océans et de leurs ressources, et les exploiter de manière plus durable,
- **Prévenir et réduire** nettement la pollution marine de tous types, en particulier celle résultant des activités terrestres, y compris les déchets en mer et la pollution par les nutriments.

(1) Source : Nations Unies

SOS VILLAGES D'ENFANTS AGIT POUR UNE AQUACULTURE FAMILIALE DURABLE

“ J’ai toujours été attirée par la mer, la pêche. SOS Villages d’Enfants m’a soutenue pour devenir ingénieur en biologie aquatique. J’ai ensuite travaillé avec une équipe scientifique basée en Amérique latine et avec SOS Villages d’Enfants nous avons imaginé une réponse aux problèmes des familles vivant sur le littoral, tout en préservant la faune marine... Je suis revenue à Madagascar où nous avons démarré des travaux de recherche et d’élevage de la crevette. ”



© SOS Villages d'Enfants

Témoignage de Malala, Tôlanaro, Madagascar

Centre d’Éducation en Biologie Aquatique et de Formation en Aquaculture

PAYS : MADAGASCAR

Alors que Madagascar est l’un des pays les plus pauvres du monde, classé 158e sur l’indice de développement humain, la pêche et l’aquaculture constituent une opportunité pour développer les ressources des familles en difficulté vivant sur le littoral et permettre une diversification alimentaire pour leurs enfants. Cependant les exploitations industrielles sur terre et la pêche en mer, pratiquées parfois de façon illégale, menacent l’environnement. SOS Villages d’Enfants, en partenariat avec une équipe scientifique, a décidé de soutenir l’éducation environnementale des jeunes et de leurs parents, en installant à Tôlanaro (Fort-Dauphin) un Centre d’Éducation en Biologie Aquatique et de Formation en Aquaculture (CEBAFA). Les enfants pourront y découvrir le cycle de vie d’une crevette, les jeunes pourront y suivre une formation afin de trouver un emploi ou créer leur entreprise respectueuse de la mer et de sa biodiversité.

Construit en 2017, le CEBAFA a pour objectif à terme :

- de former 24 jeunes chaque année à la crevetteculture durable,
- d’y sensibiliser environ 2 000 visiteurs par an, en particulier les enfants et les jeunes.

Ce projet bénéficie du soutien de la Région Île de France.

île de France

Action financée par la Région Île-de-France.



© SOS Villages d'Enfants



Guidée par l’esprit de la Convention internationale des droits de l’enfant, SOS Villages d’Enfants a pour mission de permettre à chaque enfant d’avoir une vie de famille. Depuis 60 ans, SOS Villages d’Enfants accueille, en France et dans le monde, des frères et soeurs sans soutien parental dans un village d’enfants SOS ou en renforçant la famille à l’aide de programmes de prévention de l’abandon. A travers sa fédération internationale, l’action de SOS Villages d’Enfants bénéficie à plus d’un million et demi de bénéficiaires. www.sosve.org

EXPLOITATION DU SOL DURABLE

“L'éducation de l'enfant doit lui inculquer le respect du milieu naturel.”
(Article 29 de la CIDE*)

*Convention internationale des droits de l'enfant



© Un Enfant par la Main

AUJOURD'HUI

2,6 Milliards de personnes dépendent directement de l'agriculture, mais 52% des terres utilisées pour l'agriculture sont touchées modérément ou fortement par la dégradation des sols.

OBJECTIFS POUR 2030 :

■ Assurer la préservation des écosystèmes montagneux, notamment de leur biodiversité, afin de mieux tirer parti de leurs bienfaits essentiels pour le développement durable.

(1) Source : Programme Alimentaire Mondial,

UN Enfant par la Main AGIT EN FAVEUR D'UNE EXPLOITATION DU SOL DURABLE

“ J'accompagne un groupe de 15 enfants ici à Salagnac, dont deux sont en classe de CM1 dans l'école où j'enseigne. Durant cette semaine, les enfants voient des choses différentes de chez eux et moi aussi ! Mais eux, ce sont déjà de petits agriculteurs : le week-end et pendant les vacances, ils aident leurs parents dans les champs. Ils repartent d'ici avec des idées, cela les fait réfléchir. Dans notre région, il n'y a qu'une seule saison de culture. Ici, on voit des haricots tout juste semés, d'autres en fleurs et d'autres qui seront bientôt récoltés. Les cultures ne sont pas les mêmes, les parcelles sont plus riches. ”



© Un Enfant par la Main

Témoignage d'Enès Darelus, professeur à l'école de Cadet, dans la Chaîne des Matheux, accompagnant des élèves d'écoles de sa région à Salagnac - mars 2016

Éveil à l'environnement

PAYS : HAÏTI

Pendant les vacances d'été 2016, 6 séances d'éveil à l'environnement ont été organisées pour **160 écoliers et 3 professeurs de 7 écoles** de la région de la Chaîne des Matheux en Haïti.

Ces séances avaient comme objectif principal de faire découvrir aux écoliers leur environnement immédiat, sa beauté, mais aussi sa fragilité et de leur donner les moyens de le préserver. Elles ont permis aux enfants de sortir des enseignements théoriques qu'ils reçoivent habituellement et ont été riches en découvertes, expérimentations et discussions. Ils ont notamment été sensibilisés aux diverses maladies causées par la consommation des eaux souillées.



© Un Enfant par la Main

Fondée en 1990, Un Enfant par la Main est une Association de solidarité internationale, agréée par le Comité de la Charte du don en confiance et membre du réseau ChildFund Alliance. Sa mission est de permettre aux enfants défavorisés de devenir des adultes autonomes et responsables grâce à une approche pragmatique, globale et pérenne du développement, centrée sur l'éducation. L'Association mène avec ses partenaires sur le terrain, des programmes de développement dans 20 pays en Afrique, aux Amériques et en Asie, et est directement opérationnelle à Haïti et à Madagascar. Un Enfant par la Main mène ses activités dans les domaines de l'éducation, la santé, la nutrition, l'accès à l'eau, ainsi que le développement économique et agricole.



ASSURER L'ACCÈS DE TOUS À LA JUSTICE

“Chaque enfant a le droit d’exprimer son opinion et chaque enfant est protégé contre toute forme de violence.”

(Articles 12, 19 34 et 35 de la CIDE*)

**Convention internationale des droits de l'enfant*



© Pierre Raimond / haagence.com

AUJOURD'HUI

6 enfants sur 10 de 2 à 14 ans subissent régulièrement des châtiments corporels infligés par les personnes qui s'occupent d'eux⁽¹⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

- **Réduire nettement**, partout dans le monde, toutes les formes de violence et les taux de mortalité qui y sont associés.
- **Mettre un terme à la maltraitance**, à l'exploitation et à la traite, et à toutes les formes de violence et de torture dont sont victimes les enfants.
- **Appuyer**, notamment dans le cadre de la coopération internationale, les institutions nationales chargées de renforcer, à tous les niveaux, les moyens de prévenir la violence.

(1) Source : Programme Alimentaire Mondial

ECPAT FRANCE AGIT EN FAVEUR DE LA JUSTICE

“ La formation nous a permis d’acquérir des techniques d’écoute active, dans le but de recueillir un maximum d’informations de la part des enfants victimes. Elle nous a donné de précieux éléments sur la méthodologie des entretiens, mais aussi des techniques comportementales. Il est important de pouvoir garder une neutralité quant au recueil des faits, ainsi qu’un comportement professionnel : ne pas faire de promesses qui ne pourront pas être tenues, gagner la confiance de la victime, et donner de l’importance à l’accueil et au relationnel tout en restant professionnel. ”

Propos recueillis suite à la formation de la police marocaine sur l’audition des enfants victimes, organisée en partenariat avec l’association Francopol.



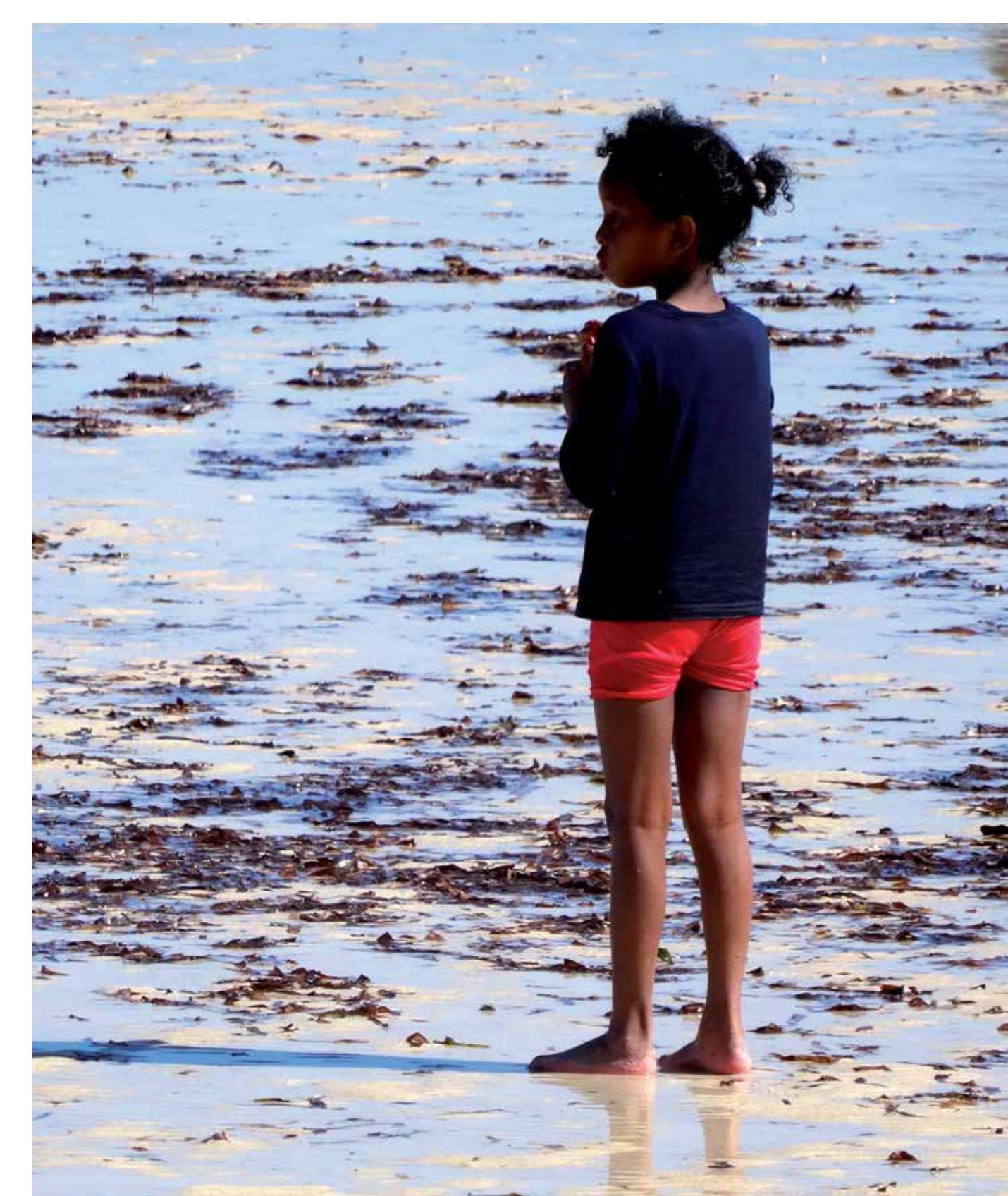
© Pierre Raimond / haagence.com

Promotion du signalement dans le cadre de l'exploitation sexuelle des enfants dans les voyages et le tourisme

PAYS : FRANCE - MAROC, MADAGASCAR, BURKINA FASO

Plus d'un milliard de personnes voyagent chaque année dans le monde. En voyage d'affaires, en vacances ou dans un cadre humanitaire, les voyageurs peuvent être témoins de situations pouvant représenter un risque d'exploitation sexuelle d'enfants. Mais les signalements restent extrêmement rares. Et sans signalement, l'ouverture d'enquêtes de la part des polices spécialisées peut s'avérer très difficile, voire impossible. Afin de lutter contre l'impunité des abuseurs sexuels, ECPAT France a créé un site de signalement (www.reportchildsextourism.org) et mène, en collaboration avec FRANCOPOL, des formations à destination des polices du Maroc, du Burkina Faso et de Madagascar.

➔ **Avec ce projet, 8000 personnes ont visité la plateforme de signalement et 300 policiers ont été formés.**



© Audrey Rochette / ECPAT France



Fondée en 1997, l'association ECPAT France a pour objet de lutter, en France et à l'international, contre l'exploitation sexuelle des enfants, à savoir : la prostitution, l'exploitation sexuelle dans les voyages ou en ligne, le mariage forcé et précoce des enfants et la traite à des fins d'exploitation sexuelle.

www.ecpat-france.fr



RENFORCER LES OUTILS DE PARTENARIATS MONDIAUX

“La coopération internationale doit viser l’amélioration des conditions de vie des enfants dans tous les pays, en particulier dans les pays en développement”

**Convention internationale des droits de l’enfant*



AUJOURD’HUI

5 000 collectivités territoriales françaises sont engagées dans 12 800 projets de coopération décentralisée dans 146 pays⁽¹⁾.

OBJECTIFS POUR 2030 :

■ **Accroître le nombre d’alliances et d’accords signés** entre différents gouvernements locaux, régionaux et nationaux, ainsi qu’avec les organisations internationales concernées par la défense des droits des enfants.

(1)Source : France Diplomatie et Cités Unies France

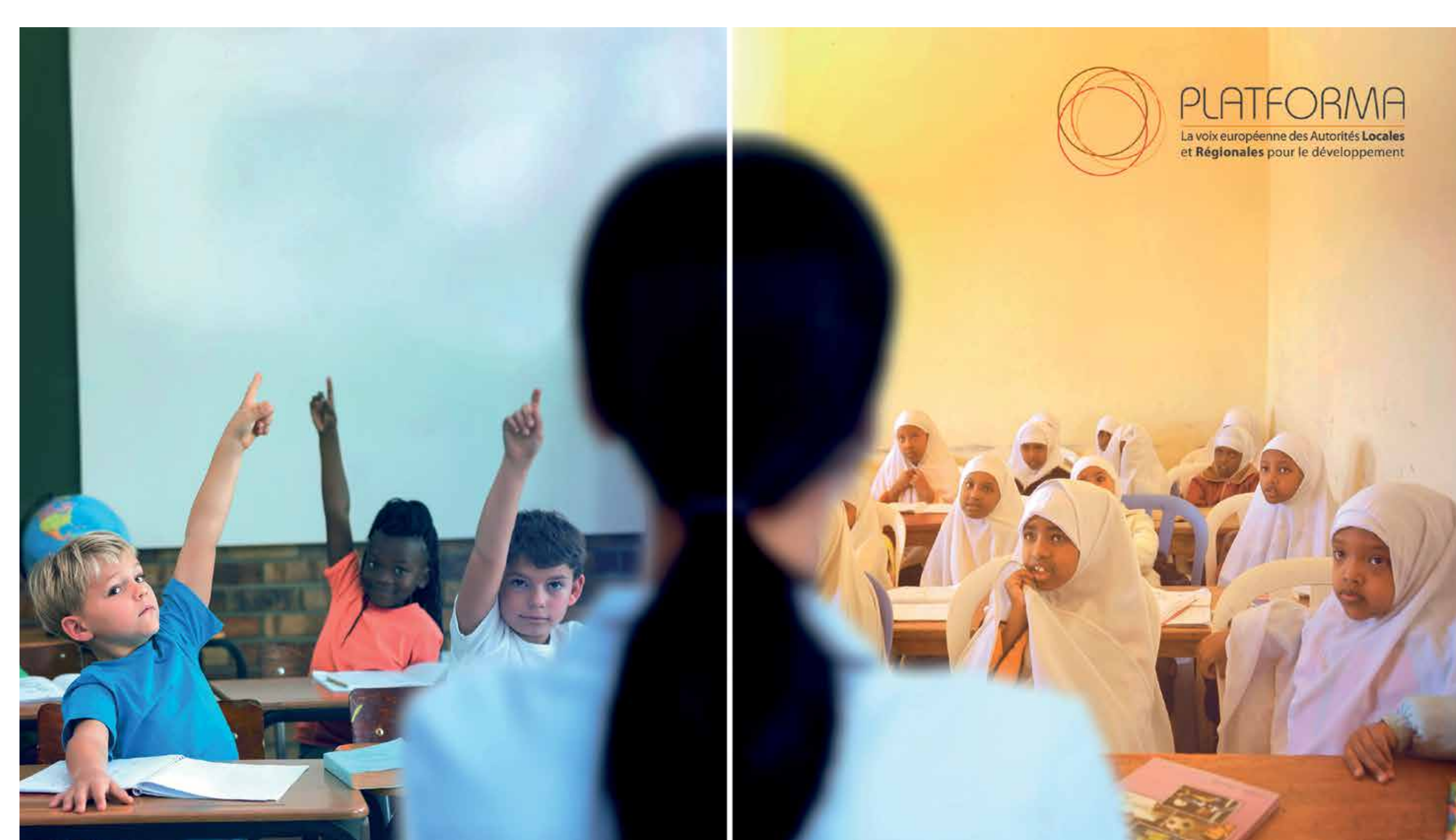


Depuis sa création en 2008, PLATFORMA est la voix des collectivités territoriales européennes engagées dans la coopération au développement de ville à ville et de région à région. Elle s’est engagée activement vis-à-vis des institutions européennes dans la défense d’une vision locale et régionale des politiques européennes de développement. En 2015, PLATFORMA a conclu un partenariat stratégique avec la Direction générale pour la coopération internationale et le développement (DG DEVCO) de la Commission européenne. Les signataires s’engagent à réaliser des actions fondées sur des valeurs et objectifs communs afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités dans le monde, et promouvoir la démocratie et le développement durable.

Les Journées européennes de la solidarité locale

Sensibiliser les citoyens sur leur pouvoir d’agir pour un développement plus durable et humain pour tous et toutes, c’est là aussi une des missions des gouvernements locaux et régionaux. Cette exposition photographique à Paris est organisée dans le cadre des Journées européennes de la Solidarité locale (12 au 24 novembre) aux côtés des villes de Rome et de Barcelone, les régions du Pays basque et d’Estrémadure (Espagne) et de Vidzeme (Lettonie).

PLATFORMA, UN PARTENARIAT POUR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE



© Pierre Raimond / haagence.com

